

SMART ISULA

*Schéma Directeur Territorial
d'Aménagement Numérique
de Corse*

LIVRET 9

Une île résiliente

La sixième branche



Mentions légales

Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Corse - Smart Isula
Version 1.0 de mars 2022

Date de publication : Mars 2022

Éditeur : Cullettività di Corsica - Collectivité de Corse - 22, cours Grandval
BP 215 - 20187 Aiacciu cedex ■ Directeur de publication : le Président du Conseil
exécutif de Corse ■ Responsable d'édition : la Direction de la Transformation et de
l'Aménagement Numérique de la Corse ■ Conception graphique : Benjamin Gour
(Corsica Lab) ■ Rédaction : l'équipe de la DTAN avec le concours des entreprises
TACTIS, CIVITEO, et de l'école de Design de Nantes.

Ce document est disponible en téléchargement sur le site
<https://www.numerique.corsica>

Sous Licence Creative Commons BY NC ND
(attribution / pas d'utilisation commerciale / pas de modification).



Sunta

Sommaire

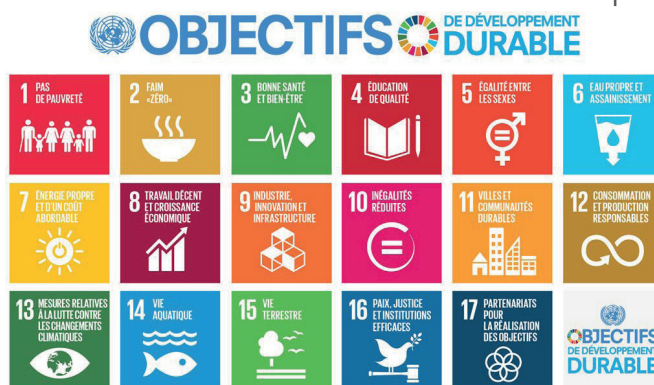
1	Enjeu 1 : Préserver et valoriser les ressources environnementales de la Corse	p.6
2	Enjeu 2 : Accompagner la transition énergétique	p.9
3	Enjeu 3 : Mettre le numérique au service des circuits courts et de l'autonomie alimentaire	p.11
4	Enjeu 4 : S'acheminer vers le « zéro déchet »	p.13
5	Enjeu 5 : Promouvoir une mobilité durable	p.15
6	Enjeu 6 : Prendre en charge la gestion et la prévention des risques	p.19
7	Enjeu 7 : Envisager la réappropriation industrielle par le « faire »	p.26
8	Enjeu 8 : S'engager vers un modèle de tourisme durable	p.31
9	Enjeu 9 : Améliorer l'accessibilité et la qualité des soins sur les territoires	p.38
10	Enjeu10 : Promouvoir l'émergence de stratégies territoires intelligents et résilients	p.50
11	Enjeu 11 : Créer un réseau de tiers lieux comme catalyseurs d'énergie dans les territoires	p.52
12	Enjeu 12 : Tisser de nouvelles proximités	p.56
13	Enjeu 13 : La data au service des territoires	p.59
14	Enjeu 14 : Vers une sobriété numérique	p.61
■	Récapitulatif des enjeux et des pistes d'actions	p.63

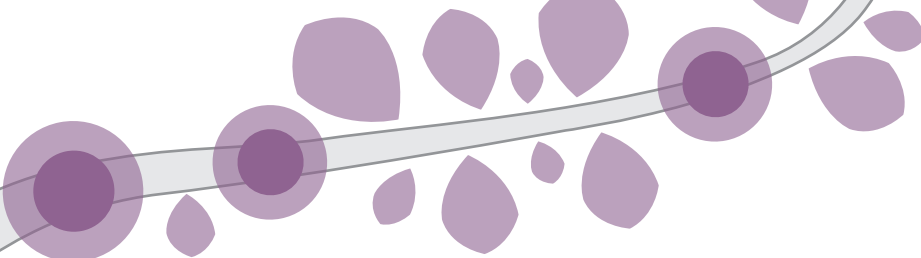
Le monde change et de nouveaux défis apparaissent depuis que l'homme mobilise les ressources planétaires à son profit. Le changement climatique et la crise de la Covid-19 qui occupent actuellement le devant de la scène n'en sont que quelques signes. La liste s'allonge avec la sixième extinction des espèces, l'acidification des océans, l'épuisement des ressources, le creusement des inégalités, l'accroissement de l'incertitude et des situations de vulnérabilité, la méfiance généralisée vis-à-vis du politique, etc. Notre société fait face à une succession de crises qui appellent à mobiliser l'imagination et la créativité pour se réinventer.

En Corse, ces effets se combinent avec une situation d'insularité complexe, une perte de repères identitaires et sociaux accentuée par une importante augmentation des inégalités. L'économie mondialisée et son modèle consumériste et déterritorialisé fragilise la société insulaire tant sur le plan de sa culture, de sa langue et de ses traditions que sur celui de ses ressources naturelles et environnementales avec des effets pervers comme la spéculation immobilière et une économie touristique parfois prédatrice.

Face à ces tendances mondialisées, il convient d'entamer un mouvement de reterritorialisation et de prise de conscience généralisée autour des questions écologiques et de développement durable.

Smart Isula se propose de mobiliser le numérique au service d'une approche écologique, environnementale et durable du territoire afin de le rendre plus résilient et de le préparer aux défis planétaires de ce siècle. Cette mobilisation est en résonnance avec les 17 objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unis, et aux spécificités de la Corse.





Les pistes offertes dans le présent livret sont différentes phases de concertation. Elles posent les premiers jalons pour :

- Tracer le chemin d'un numérique au service des stratégies de transition écologique et environnementale concernant la mobilité, la gestion des crises, l'énergie, la gestion des ressources naturelles, la gestion des déchets, les circuits-courts... ;
- Ré-enchanter la société insulaire par une vision innovante et positive des enjeux climatiques, environnementaux et planétaire. Si la crise sanitaire de la Covid-19, nous a affecté, elle a aussi été révélatrice de nouvelles tendances : des modes de vie plus autonomes et sensés, une aspiration à des existences plus solidaires et sereines, moins de consommation, moins de travail, moins de tension ; plus de proximité, plus de temps pour soi, plus de solidarité et d'attention portée aux proches, aux voisins, à notre environnement naturel ;
- Considérer le numérique comme une force de transformation de nos pratiques, des produits et services qui feront sens demain, des organisations, des modèles économiques et des dynamiques d'acteurs de la société. Il doit permettre de nouvelles formes de production de services et de consommation plus respectueuses de la planète et de l'humanité.

Ces orientations se veulent inspirantes pour promouvoir une conscience écoresponsable (consommation plus sobre des ressources disponibles, production moins énergivore de biens et de services, vers une île zéro déchets...).

Au total ce sont 14 enjeux qui ont été identifiés. Ils touchent à la fois à la transition écologique et au développement durable mais aussi à la résilience des territoires.

{ 1 } Enjeu 1 : Préserver et valoriser les ressources environnementales de la Corse

Les ressources naturelles de la Corse constituent un bien commun qu'il convient de préserver et de valoriser. Gestion de l'eau, valorisation des terres agricoles, préservation des forêts ou encore gestion du foncier sont autant d'exemples de sujets d'importance qu'il convient d'adresser. Le numérique à toute sa place dans la préservation et la valorisation des ressources naturelles de la Corse.

Piste 1 : Mesurer pour prévenir, protéger et faire face aux enjeux environnementaux

La préservation du patrimoine naturel de la Corse passe par notre capacité à connaître en temps réel son évolution. Pour cela un réseau de capteurs permettant de collecter en temps réel les éléments quantitatifs écologiques et environnementale se révèle déterminant. Il pourrait s'agir de microstations météo sur l'ensemble de la Corse (susceptibles de collecter vitesse de vent, pluviométrie, hydrométrie, température) d'un réseau de stations de mesure de pollution de l'air (sur la base d'une approche Low Tech), de réseau de capteurs infrarouges sur sites sensibles permettant d'identifier des sources de chaleur importante (départ d'incendie), de réseau de mesures de remplissage d'eau brute et d'eau potable, de mesures du débit des cours d'eau, de mesures de la montée des eaux sur le littoral (impact littoral), etc. Il serait envisageable qu'une partie de ces capteurs soit produite par le réseau des Fablabs et des manufactures de territoires insulaires.

Les données produites seraient collectées sur un *Data Lake* territorial intégré au Service Public de la Donnée (Cf. livret n°4 Smart Isula).

Autour de ces données collectées émergerait une fonction « Hyperviseur » permettant de gérer de manière transversale des fonctions métiers au sein des collectivités, aujourd'hui le plus souvent gérées en silos. Cette transversalité permettrait une approche globale d'un ensemble de métiers dissociés (mobilité, sécurité, énergie, gestion de fréquentation). Cette gestion transversale améliore grandement l'efficacité de la prise de décision.

Piste 2 : Gérer et piloter l'occupation des sols

La gestion et l'observation de l'artificialisation des sols comme l'application du PADDUC constituent aujourd'hui un enjeu de transition écologique pour la Corse.

Il est désormais impératif de se doter d'un outil unifié qui permette la gestion de l'occupation des sols en intégrant à la fois les données de couverture, d'usage des sols, les données foncières, cadastrales, données d'urbanisme, permis de construire, etc. Cet outil pourrait compléter les travaux de l'IGN menés au niveau national dans le cadre du référentiel d'occupation du sol à grande échelle (nommé OCS GE¹). Au niveau territorial cet outil devra être conçu en collaboration entre le GIRTEC, l'AUC, la CdC, l'observatoire de l'environnement et bien entendu les communes.

Piste 3 : Renforcer l'action de préservation environnementale par la collecte et l'analyse dynamique des données

Une vision dynamique des données environnementales de la Corse est essentielle pour assurer la préservation et la valorisation de l'environnement. Il convient d'élaborer un service unifié qui propose une vision dynamique des données environnementales et qui les mettent à disposition des acteurs engagés dans la gestion des espaces naturels et de l'écosystème insulaire.

1 - <https://geoservices.ign.fr/ocsge>

3 pistes d'actions ont été identifiées :

- 122. *Susciter la création de réseaux de capteurs environnementaux, la collecte des données et la mise en œuvre d'un hyperviseur ;***
- 123. *Constituer le référentiel territorial d'occupation des sols et de mesure de l'artificialisation*** et offrir un ensemble de services numériques d'aide à la décision, de gestion des sols, de leur artificialisation intégrant les règles du PADDUC. Mettre à disposition l'outil des acteurs via le service public de la donnée ; Candidater en tant que région pilote pour intégrer les travaux menés par l'IGN en matière d'OCS GE et d'application SPARTE ;
- 124. *Susciter une réflexion stratégique sur l'évolution de l'observatoire de l'environnement***, afin de donner les moyens de relever les défis environnementaux de la Corse.

{ 2 } Enjeu 2 : Accompagner la transition énergétique

L'enjeu de transition énergétique a été intégré dans Smart Isula autour de 4 marqueurs :

1. Le premier marqueur concerne la dépendance de la Corse aux énergies fossiles, importées pour ses deux centrales thermiques de Lucciana et du Vazzio (41,7 % de la production), et à l'alimentation en énergie venant du continent (30,7 % de la production) ;
2. Le second marqueur concerne les énergies renouvelables (ENR). Dans ce domaine, grâce notamment à l'hydraulique, la Corse se situe au 4ème rang des régions françaises pour la part d'électricité renouvelable dans sa consommation (27,6 % de sa production provient des ENR) ;
3. Le troisième marqueur concerne le mouvement qui accompagne le passage à la voiture électrique pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre mais aussi limiter la consommation d'énergies fossiles. Dans ce domaine la Corse affiche un fort retard par rapport à la France continentale dans l'implantation des bornes de charge pour véhicules électriques. Fin 2020, elle comptait seulement 17,61 points de charge accessibles au public pour 100 000 habitants (très loin derrière la moyenne des régions métropolitaines située à 60 points de charge pour 100 000 habitants) ;
4. Le quatrième marqueur concerne la limitation de la consommation d'énergie des bâtiments. En matière de rénovation énergétique des bâtiments la Corse doit faire plus d'efforts. En 2020, 288 dossiers MaPrimeRénov ont été acceptés, bien en deçà de l'effort à faire en la matière.

Au regard de ces marqueurs mais aussi de l'insularité et de la dépendance énergétique de la Corse vis-à-vis du continent, la transition énergétique est un enjeu fondamental et le numérique constitue un élément important pour la réussir. Il permet en effet d'apporter des réponses par une gestion plus efficace des sources d'énergie et une diminution de la consommation, par nature plus distribuées. Il met aussi le consommateur en situation de prendre en main plus activement son comportement énergétique et écoresponsable.

6 pistes d'actions ont été identifiées :

- 125. *Concevoir des systèmes d'information de transition énergétique* afin de réguler l'offre et la demande, le stockage et la mixité énergétique ;
- 126. *Déployer auprès des usagers des systèmes permettant de mesurer et de maîtriser leur consommation énergétique* ;
- 127. *Entamer un chantier d'éclairage public intelligent à l'échelle de la Corse* ;
- 128. *Cartographier les besoins de rénovation énergétique des bâtiments et suivre les dispositifs réhabilitation* autour d'un Système d'Information de rénovation énergétique en lien avec les dispositifs d'aides publiques mis en œuvre ;
- 129. *Susciter une prise de conscience et un accompagnement autour de l'utilisation du BIM dans la filière professionnelle du bâtiment* (Cf. encadré ci-dessous) ;
- 130. *Mettre en place des expérimentations autour du peer to peer énergétique avec la technologie vehicle-to-grid¹* permettant un pilotage des cycles de décharge/charge des batteries des véhicules électriques ;

Enjeu du BIM
(Building Information Modeling)

En matière de gestion des bâtiments le numérique peut contribuer à réduire jusqu'à 20 % les coûts des projets de construction. Le BIM, outil permettant la création de maquettes numériques mais qui va aussi bien au-delà, en structurant la gestion des informations des Bâtiments, est l'un des leviers de cette transformation. L'adoption d'une approche BIM permet, outre la réduction des coûts de construction, de bâtir des logements de meilleure qualité environnementale.

Les gains environnementaux sont l'un des principaux avantages qu'offre cet outil. En effet, les enjeux de la transition énergétique et le développement de la maquette numérique obligent les acteurs à revoir leur façon de concevoir les bâtiments. Cette méthode de travail favorise de meilleures performances énergétiques notamment grâce à l'analyse rapide de la qualité environnementale des matériaux via les fiches enregistrées dans le « logiciel ».

1 - <https://fr.wikipedia.org/wiki/V%C3%A9hicule-r%C3%A9seau>

{ 3 } Enjeu 3 : Mettre le numérique au service des circuits courts et de l'autonomie alimentaire

L'autonomie alimentaire associée aux circuits courts appellent de nouvelles formes d'agriculture qui parfois s'apparentent à un projet de société au sein duquel le numérique a toute sa place.

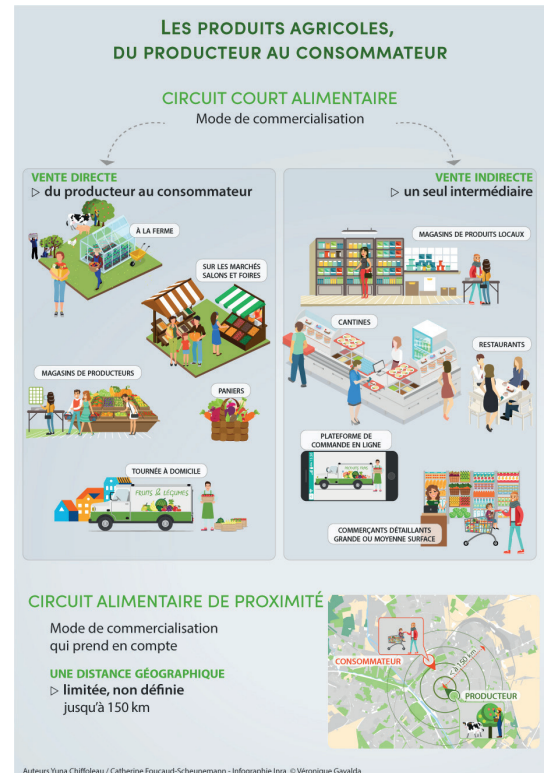
Les usages du numérique dans les circuits courts poursuivent des objectifs variés, avant tout économiques. Ils contribuent pour les uns, à structurer et à fidéliser une clientèle généralement engagée. Ils facilitent, pour d'autres, l'organisation et la stabilisation d'un débouché. Ils permettent d'atteindre une taille critique favorable à la viabilité économique de la structure et des exploitations associées. Ils aident également à coordonner la structure intermédiaire, lorsqu'il y en a, et à l'organiser de façon pratique. Enfin, ils contribuent à optimiser les coûts.

Mais les enjeux sont aussi d'ordre social. Le numérique dans les circuits courts concourt à renforcer les liens entre producteurs et consommateurs et plus encore, à créer et/ou à maintenir une relation de confiance entre eux. Les usages peuvent répondre à des attentes spécifiques, facilitant par exemple l'accès aux données relatives aux produits (exemples : origine, composition, modes de production) et ouvrent de nouvelles possibilités de coopération et de mutualisation (exemples : plateforme de commandes communes à plusieurs drives fermiers, plateforme de covoiturage partagée entre producteurs dans le but de mutualiser les livraisons de produits tout en réduisant le coût carbone et le temps passé, partage de liste de producteurs ou de clients au-delà des situations de concurrence).

Avec le numérique, l'accès à de nouveaux circuits de vente de proximité se démocratise. De la vente à la ferme au groupement d'achats souverains, des plus traditionnels aux plus innovants, les circuits courts trouvent au travers du numérique un moyen de se diversifier et de se diffuser. Dans ce contexte, cela peut faciliter la participation des citoyens à la construction du circuit, à son fonctionnement et à sa gestion.

Cette démarche permet d'offrir un modèle de développement alternatif, loin de l'archétype agro-industriel dominant.

Un nouveau modèle de gouvernance peut émerger à partir des circuits courts autour de démarches participatives consistant à signaler les produits en circuits courts dans les lieux de vente au détail. Il serait possible de créer dans les territoires des dynamiques collectives associant des consommateurs, et les acteurs économiques des circuits courts : commerçants, artisans, agriculteurs, producteurs-transformateurs. À l'aide d'une plateforme territoriale orientée circuits courts, qui favoriserait cette gouvernance participative, les citoyens seraient en mesure de reprendre la main sur leurs systèmes alimentaires, c'est-à-dire sur la façon d'organiser dans le temps et dans l'espace la production, la transformation, la distribution et la consommation de leur alimentation. Le numérique deviendrait, dans ce cadre, un élément clé en faveur du développement d'une démocratie alimentaire, un des leviers clés de la transition des systèmes alimentaires vers plus de durabilité, sociale, économique et environnementale.



Piste d'actions identifiée :

- 131. Mettre à disposition de la filière circuit-court alimentaire en Corse une plateforme numérique dédiée** qui favorise une gouvernance participative. Cet outil permettra aux citoyens de reprendre la main sur leurs systèmes alimentaires en relation avec les acteurs de la filière, afin d'organiser dans le temps et dans l'espace la production, la transformation, la distribution et la consommation de leur alimentation.

{ 4 } Enjeu 4 : S'acheminer vers le « zéro déchet »

La crise des déchets en Corse est une crise récurrente qui, à ce jour, n'est toujours pas résolue. Une partie de la solution réside dans le tri. Mais l'appréciation du problème change totalement si l'on considère le déchet non plus comme un déchet mais comme une ressource. Cette approche conduit à des démarches « zéro déchet » qui visent à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables en les considérant comme une ressource valorisable.

La ville de San Francisco, considérée comme une ville pionnière en la matière, recycle aujourd'hui 80 % de ses déchets et espère atteindre 100 % dans les années à venir.

En Corse, le tri à la source ainsi que le recyclage des biodéchets sont deux axes d'actions à l'ordre du jour. Le numérique peut apporter un soutien précieux dans ces deux domaines notamment dans la gestion des déposes et des collectes mais aussi dans la gestion des incitations fiscales pour les citoyens vertueux.

Par ailleurs, le zéro déchet c'est aussi les ressourceries, les « repairs café », etc. Une ressourcerie est un lieu où sont collectés tous les objets et matériaux dont leurs propriétaires n'ont plus besoin. Elle gère, sur un territoire donné, un centre de récupération, de valorisation, de revente et d'éducation à l'environnement. Le repair café, littéralement « café de réparation », est un atelier consacré à la réparation d'objets. Il est essentiel de penser la gestion des déchets en favorisant aussi le développement de ce type de structures (ressourceries, repairs café) mais aussi de toutes les initiatives visant à donner une seconde vie aux produits industriels et notamment aux produits électroniques. Le numérique a toute sa place pour favoriser l'émergence et le fonctionnement de ces nouveaux lieux.

7 pistes d'actions ont été identifiées :

- 132. Renforcer la communication multicanal et mettre en place un portail territorial dédié à l'information, la sensibilisation, l'incitation à la gestion des déchets .**
Cartographier les bornes de tri, les composteurs collectifs et déchetteries.
Offrir de la lisibilité sur les données relatives aux déchets en opendata.
Créer des contenus de sensibilisation sur le tri pour l'ensemble de la société insulaire ;
- 133. Expérimenter (puis passer à l'échelle) des bornes de tri sélectif & des conteneurs à ordures ménagères connectés.** Déployer des réseaux de capteurs et des systèmes de taux de remplissages et/ou de pesée pour les bornes de tri et les conteneurs à ordures afin d'optimiser la gestion des tournées de collecte et de généraliser la tarification incitative ;
- 134. Préfigurer et expérimenter le système d'information permettant d'associer au tri à la source l'incitation fiscale** offrir à chaque foyer son tableau de bord de gestion de ses déchets ;
- 135. Encourager l'émergence de Repairs café et les intégrer dans un écosystème de tiers lieux territoriaux ;**
- 136. Encourager les recycleries et leur mise en réseau autour d'une plateforme de collecte, de réhabilitation et de vente en ligne de produits de deuxième vie ;**
- 137. Encourager la création d'une filière de récupération et de valorisation des matériels électroniques** (ordinateurs, smartphones, téléphones portables...) ;
- 138. Développer une plateforme numérique de mise en relation des producteurs « d'invendus »** (exemples : commerces alimentaires, restaurateurs) et des organisations en capacité de les distribuer (exemples : associations caritatives).

{ 5 } Enjeu 5 : Promouvoir une mobilité durable

La mobilité est au cœur des problématiques de l'île avec des engorgements routiers de plus en plus importants autour des localités de Bastia et Ajaccio¹. Penser un management de la mobilité est une première étape pour développer des solutions alternatives à la voiture individuelle ou agir sur les flux existants par une meilleure information des conditions de circulation.

Le management de la mobilité réfère plus globalement à diverses stratégies visant à changer les comportements de mobilité (pourquoi, comment, où et quand les personnes se déplacent), afin d'améliorer l'efficacité des systèmes de transport et d'atteindre certains objectifs spécifiques (exemples : réduction de la pollution atmosphérique, des nuisances sonores ou de la congestion, meilleure soutenabilité économique). Le management de la mobilité renvoie ainsi à des stratégies visant à réduire ou à redistribuer de manière spatiale, modale et/ou temporelle la demande de mobilité, en influençant le comportement de mobilité des voyageurs².

L'objectif n'est pas de lutter spécifiquement contre la voiture qui est le mode de transport principal en Corse, mais plutôt de favoriser une meilleure circulation des flux et d'optimiser le taux de remplissage des voitures³. Par exemple avec des solutions de stationnement intelligent pour mieux informer sur les places de stationnement existantes ou avec l'autopartage et le co-voiturage pour augmenter le nombre de passagers par véhicule.

1 - La voiture représente 66 % des déplacements multimodaux, et cette part passe à 76 % pour les déplacements liés au travail - Enquête déplacements - Avril 2019 - Collectivité de Corse

2 - Management de la mobilité Synthèse bibliographique : cadre et définitions, outils, études de cas, Ministère de la Transition Écologique, 2018

3 - Pour les trajets domicile-travail, le taux de remplissage des véhicules est très faible (1,03 personnes par véhicule en Corse contre 1,39 sur la moyenne nationale) - Enquête déplacements - Avril 2019 - Collectivité de Corse

*UNE ÎLE RÉSILIENTE***AppeBike****Description**

AppeBike constitue une plateforme d'achat/location de vélos permettant aux entreprises et aux collectivités de Corse de mettre en œuvre rapidement des solutions de mobilité durable à destination de leurs salariés et de leurs administrés. Elle se charge de l'intégration du Forfait de mobilité durable (exonéré de charges sociales pour l'entreprise et d'impôt sur le revenu pour le salarié) et de l'accompagnement des collaborateurs sur l'ensemble des sujets touchant au vélo.

Objectif du projet

La voiture reste omniprésente dans nos déplacements quotidiens et est source de pollution, fatigue et retard. En Corse, 85,5 % des actifs qui se déplacent pour se rendre sur leur lieu de travail utilisent la voiture et 77% d'entre eux y ont recours pour des trajets inférieurs à 5 km. Elle représente 30% de l'empreinte carbone de l'entreprise. L'objectif est d'inciter les Corses à l'adoption du vélo comme mode déplacement quotidien et ainsi accentuer l'usage en trajet domicile-travail.

Porteur du projet

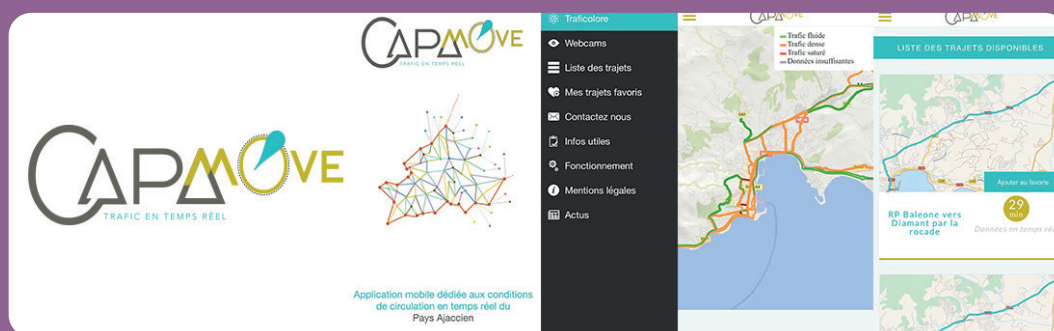
Lien : <https://appebike.com/fr>

Contact : Sébastien Rognoni - 04 95 24 22 03



UNE ÎLE RÉSILIENTE

Capa Move

**Description**

La plateforme Capa Move, lancée par la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien, permet d'obtenir une information en temps réel sur les conditions de circulation en Pays Ajaccien. Évolutive, les données sont collectées au moyen de capteurs et de caméras pour davantage de précision. Capa Move regroupe plusieurs fonctionnalités permettant de repenser la mobilité du Pays Ajaccien : places de stationnement disponible, localisation des bus en temps réels, informations sur la navette maritime, et bientôt des données concernant les mobilités douce avec les aménagements cyclables.

Objectif du projet

Faciliter la mobilité en pays Ajaccien.

Porteur du projet

Public : Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien

www.capamove.corsica



La multimodalité pourrait aussi être favorisée, alors que seuls 20 % des corses utilisent occasionnellement les transports en commun et seulement 12 % des corses pratiquent le vélo, plus ou moins régulièrement⁴. Le numérique peut jouer un rôle sur l'information et les possibilités de transports alternatifs à la voiture, mais également le développement de la multimodalité.

La question de la mobilité est également celle de la logistique (commerces, livraison à domicile) dont le développement est en croissance constante. Le numérique peut offrir l'opportunité d'élargir la zone de chalandise des commerces locaux notamment dans le cadre de plateformes mutualisées de livraison à domicile pour ce qui est de la logistique dite du « dernier kilomètre ».

5 pistes d'actions ont été identifiées :

- 139. Assurer une gestion intelligente des parkings.** Mettre en place des systèmes de gestion dynamique et d'information en temps réel des usagers sur les places de parkings dans les centres-villes ;
- 140. Organiser une plateforme numérique autour du déplacement multimodal en Corse ;**
- 141. Développer une plateforme de gestion et d'information en temps réel du trafic routier et ferrovière en Corse** (exemple : le système CAPA Move du Pays Ajaccien). Collecter et utiliser les données générées pour améliorer les politiques d'aménagement (exemple : définition des nouveaux plans de circulation) ;
- 142. Mettre en place un système de billettique numérique unifié pour les transports en commun Corses** et proposer un accès unifié en matière de tarification aux réseaux de transports en commun.
- 143. Ouvrir largement les données de transport.**

4 - Enquête déplacements - Avril 2019 - Collectivité de Corse

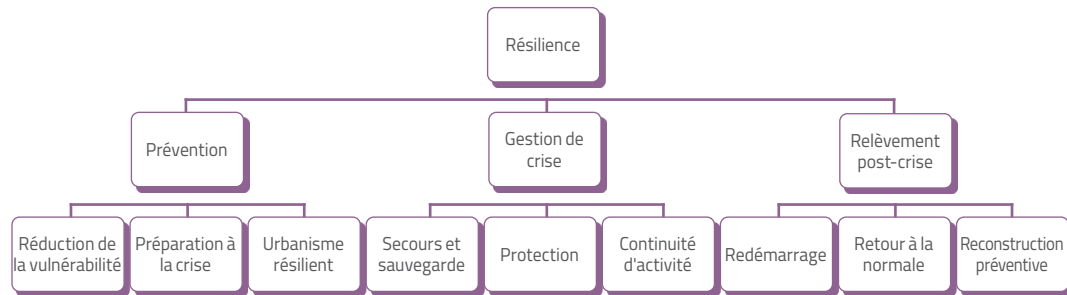
{ 6 } Enjeu 6 : Prendre en charge la gestion et la prévention des risques

La Corse est confrontée à un certain nombre de risques et de crises qui sont rattachés à des phénomènes pluriels et complexes. Le réchauffement climatique va induire une bonne partie de ces risques : augmentation des épisodes caniculaires, épisodes de précipitations intenses, importantes inondations, baisse des ressources en eau douce, augmentation des risques d'incendie de forêts, etc.

La maîtrise du risque renvoie à la capacité à contrôler et prévoir les aléas pour maintenir les activités humaines.

Dans ce contexte, la réponse aux risques doit obéir à un corpus de méthodes et d'outils communs qu'il s'agisse de risques sanitaires comme ceux révélés par la crise de la Covid-19 mais aussi la fièvre catarrhale, les risques liés aux ravageurs comme le cynips, la xylelia fastidiosa, les risques incendies, les risques environnementaux liés aux pollutions maritimes, aux crues mais aussi à la gestion des déchets. Sans oublier les risques économiques liés notamment au taux de pauvreté, à la crise économique générées par la Covid-19, les risques sociaux liées aux grèves dans les transports notamment, les risques technologiques, comme le risque cyber amplifié par un environnement de plus en plus connecté.

Pour y répondre une approche globale et multidimensionnelle est nécessaire. Elle se fonde sur le schéma ci-dessous :



Autour de cette approche se dessinent 3 orientations pour un numérique de gestion de crise (Cf. ci-après).

Orientation 1 : Disposer des systèmes temps réels susceptibles de mesurer les risques

Cette piste est commune à celle figurant à l'enjeu 1 du présent livret. Il s'agit de mettre à profit cet ensemble de capteurs en réseau, d'en collecter les données en temps réel, de les stocker, de les partager en OpenData, de les analyser afin, de créer des modèles de simulation permettant d'anticiper et, in fine, de mieux gérer les crises environnementales lorsqu'elles surviennent.

Orientation 2 : Concevoir un dispositif territorial de réponse aux risques

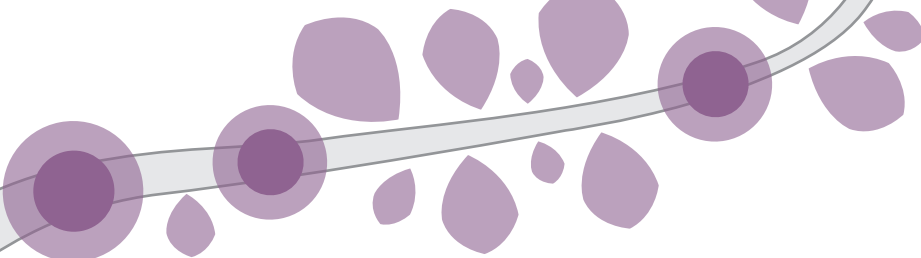
Il convient de concevoir et d'implémenter une structure de réponse aux risques qui permette :

- De transcrire dans un Système d'Information Géographique l'identification et l'analyse des risques et vulnérabilités par une représentation spatiale ;
- Mettre à disposition au format numérique les documents d'information communale sur les Risques Majeurs, les plans Communaux de Sauvegarde ainsi que les plans de prévention des risques technologiques ou naturels ;
- Assurer les remontées d'information du terrain en temps réel dans les centres

de contrôle et de commandement (exemple : alarmes de dépassement de seuils critiques) ;

- Intégrer la veille des réseaux sociaux dans les systèmes pour déceler l'émergence d'une situation de crise ;
- Coupler la détection d'un risque avec les systèmes d'alerte à la population et le déclenchement des dispositifs de sécurité (exemples : barrières d'accès, sirènes d'évacuation, messages d'information) ;
- Mettre en place des dispositifs de simulation d'évolution d'événements, de suivi météorologique (exemples : modélisation de crues, de propagation d'incendies, de dispersion de nuages toxiques), de gestion du rappel des astreintes, de géolocalisation des moyens d'actions ;
- Identifier les zones d'action prioritaire et la sectorisation facilitant l'action ;
- Quantifier la demande de renforts, la diffusion des données publiques en données ouvertes sur les risques et les moyens de prévention ;
- Intégrer des dispositifs numériques de main courante de suivi de crise, envisager la réutilisation des données pour le retour d'expérience ;
- Sensibiliser les acteurs et la population notamment les jeunes.

Cette structure devra associer les acteurs publics et associatifs amenés à intervenir lors d'une crise afin d'optimiser l'action des services des collectivités (CdC et mairies notamment), sapeurs-pompiers, services préfectoraux, services d'aide médicale d'urgence, associations agréées de sécurité civile, etc. L'emploi des drones, la prise en compte des réseaux sociaux numériques ou encore le déploiement des systèmes de gestion opérationnelle sont des exemples parmi d'autres.



Orientation 3 : Envisager un numérique en mode dégradé

Le numérique dans les crises doit être envisagé en mode dégradé autour de fonctionnalités limitées mais essentielles. Mode dégradé qui a par exemple surgit avec le télétravail forcé par le confinement au plus fort de la crise sanitaire de la Covid-19. Le télétravail s'est ainsi généralisé sans forcément avoir les outils au point, une organisation managériale appropriée et des travailleurs préparés à travailler dans cette situation.

Ainsi les outils et les usages numériques dans la crise ne sont pas les mêmes que ceux que l'on utilise en dehors de la crise. Il est donc nécessaire de penser le fonctionnement numérique en mode dégradé en amont pour assurer le fonctionnement des activités indispensables.

UNE ÎLE RÉSILIENTE

FireCaster

Simuler les incendies à haute résolution
et estimer les risques sur le territoire

Description

Financé par l'ANR et utilisant les ressources en calcul intensif de l'université de Corse, ce programme de recherche collaboratif a pour but de développer les futurs outils de prévision dans le domaine de l'incendie. Grâce à un calcul météo quotidien à très haute résolution il permet d'estimer rapidement le danger du lendemain, mais aussi en cas d'alerte, les scénarios de lutte, leur coût, la position du front, la dispersion de fumées et la micro-météorologie locale.

Objectif du projet

Développement de méthodes mathématiques et numériques en calcul intensif afin de pouvoir les assembler dans une plateforme pré-opérationnelle de prévision incendie.

Porteur du projet

Laboratoire Sciences Pour l'Environnement
CNRS/Université de Corse – collaboration (Météo-France, Inria, Cerfacs, LISA, LAERO)

Lien : <https://firecaster.universita.corsica>
Contact : filippi_j@univ-corse.fr



UNE ÎLE RÉSILIENTE

MidGard

Description

MidGard développe une plateforme web pour les acteurs de la Sécurité Civile. Cet Outil d'aide à la décision permet de stocker, visualiser et analyser automatiquement les données drones grâce à des modules d'Intelligence Artificielle, pour faciliter le travail des opérationnels et prendre les meilleures décisions en intervention.

Objectif du projet

Aujourd'hui, en France, 80 % des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ont commencé à utiliser les drones pour améliorer la connaissance d'une situation opérationnelle. Mais, bien que la capture des données soit de plus en plus accessible, le véritable défi consiste à exploiter toutes ces données pour les rendre consommables, partageables et exploitables, et cela, dans les meilleurs délais.

L'objectif principal de MidGard est d'assister les acteurs de la sécurité civile, à la protection des personnes, des biens et de l'environnement en facilitant l'analyse « terrain ».

Porteur du projet

Lien : www.midgard-ai.com

Contact : contact@midgard-ai.com



3 pistes d'actions ont été identifiées :

- 144. Déployer des réseaux de capteurs (Cf. livret n°2 Smart Isula) permettant de mesurer en temps réel les impacts environnementaux et écologiques pour constituer une base de données partagée à l'échelle du territoire.** Construire pour cela une infrastructure BigData territoriale des données écologiques et environnementales, ainsi qu'un environnement SmartGrid dédié à ces problématiques ;
- 145. Déployer un système d'information dédié à la prévention et à la gestion de crise.** Mettre en place des systèmes d'information temps réel permettant de prévenir, gérer et d'analyser les situations de crise, les aléas climatiques (inondations, feux de forêts, glissement de terrain, montée des eaux, vagues submersion...). Les données temps réel fournies seraient agrégées au sein d'un système unifié de gestion de crise qui permettrait la coordination des actions de l'ensemble des parties prenantes en y associant, bien évidemment, la population. Il s'agit aussi de créer un écosystème d'acteurs qui contribueraient à l'étude et la gestion de ces crises, que ce soient des fournisseurs de solutions (exemple : MIDGARD) susceptibles d'innover et d'anticiper par le recours à la simulation (exemple : Fire Caster) ;
- 146. Favoriser l'émergence d'un laboratoire territorial de gestion de crise.** Ce laboratoire permettra de susciter l'innovation et la mise en place de PoCs autour de ces différents enjeux en favorisant le lien Université et territoires.

{ 7 } Enjeu 7 : Envisager la réappropriation industrielle par le « faire »

La Corse doit envisager les moyens de se doter d'une capacité à repositionner localement son activité économique, dans un souci d'autonomie, de durabilité, de justice sociale, de réduction de l'empreinte carbone, etc.

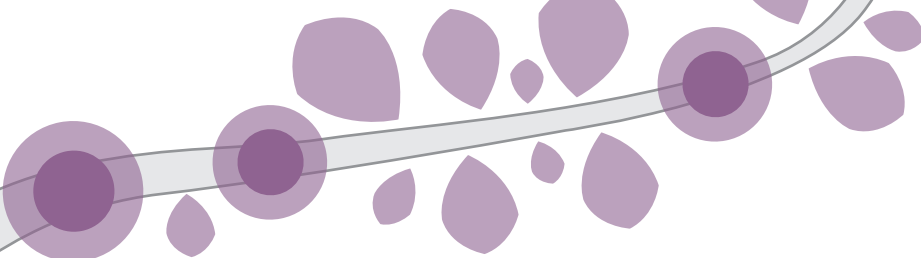
Il convient ainsi de favoriser un mouvement de relocalisation de la production, de réindustrialisation des territoires et de socialisation de la fabrication autour d'une alliance entre le mouvement des Makers et des administrations publiques.

L'objectif étant de transformer l'écosystème du territoire pour favoriser la capacité de production locale et durable et s'écarter du modèle industriel de production mondialisée et jetable.

La dynamique des FabLab en Corse (Corti, Aiacciu, Bastia) a su amorcer ce mouvement et créer un réseau de « Makers » qui a su se mobiliser dès le début de la crise sanitaire de 2020 pour créer notamment masques et visières. Cette dynamique doit être amplifiée autour d'un collectif des acteurs du « faire » présents dans les territoires : tiers-lieux, fablabs, artisans, TPE et PME, makerspaces, indépendants, etc.

Ainsi, le mouvement de réappropriation industrielle doit viser à créer cet écosystème d'acteurs, ce collectif de « Makers », afin d'insuffler en Corse un renouveau industriel raisonné et durable.

Dans un premier temps il convient de saisir des opportunités comme l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Manufacture de territoire » lancé par l'ANCT en 2021. Cet AMI permet d'envisager le financement d'initiatives permettant la création d'un maillage territoriale d'espaces de fabrication distribuée.



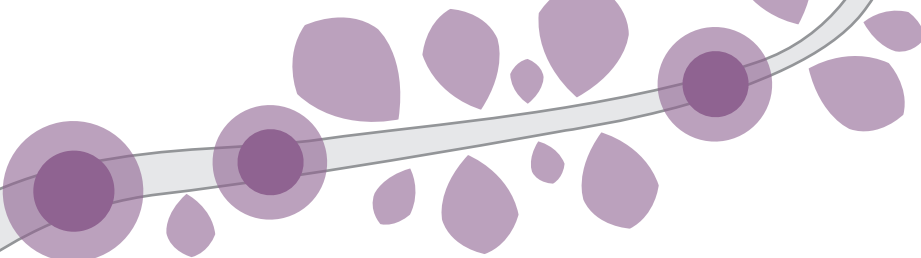
Ainsi les principes de cet AMI sont alignés sur les ambitions de Smart Isula : « ces espaces contribueront à la reconfiguration de la production et de la consommation au sein des territoires. Ils créent et gèrent des plateformes de production de proximité, équipées de machines artisanales et numériques capables de fabriquer des produits sur la base de designs produits n'importe où dans le monde. Un client peut ainsi passer commande à une Manufacture de proximité, ce qui génère une économie locale de fabrication.

Cette approche, favorisant la mutualisation des connaissances, l'échange de compétences et l'entraide a par ailleurs mis en évidence le besoin de ces acteurs de se réunir pour consolider durablement leurs activités.

Il s'agit donc de stimuler nos territoires afin qu'il ré engagent un mouvement vers leurs spécificités industrielles et artisanales. Cela le permettant de recréer des sources d'activités économiques, notamment basées sur des savoir-faire patrimoniaux complétés par les outils numériques.

Pour cela, ces « Manufactures de proximité » permettront de mettre en lumière la richesse des savoir-faire et vise à développer des parcours d'apprentissage : la découverte du geste, du « faire », la valorisation des métiers industriels et artisanaux, la sensibilisation aux métiers manuels, l'inclusion numérique. Ces enjeux doivent être pensés en interaction avec les spécificités du tissu économique et social local (filières, offres de formation existante, CFA, Greta, associations de formation continue, problématiques sociales, particulières...). »

Autour de cette dynamique il convient de favoriser la diffusion de la culture Makers que ce soit dans le monde éducatif ou de la formation continue.



Le réseau de Fablab en Corse reste une pièce maîtresse qu'il convient de développer autour d'un collectif selon les principes de base suivants :

- Offrir des lieux ouverts au public susceptibles de rendre possible l'invention par l'accès à des outils de fabrication numérique ;
- Former sur la base de projets et de l'apprentissage par les pairs. Chacun prenant part à la capitalisation des connaissances à et à l'instruction des autres utilisateurs ;
- Des activités commerciales peuvent être incubées dans les Fablabs mais ne doivent pas faire obstacle à l'accès ouvert.

4 pistes d'actions ont été identifiées :

- 147. Conforter le réseau des Fablabs comme des leviers de la réappropriation industrielle ;*
- 148. Favoriser l'émergence de « manufactures de territoires » selon le modèle « manufactures de proximité » de l'ANCT (cf. <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/ami-manufactures-de-proximite-644#scrollNav-4>) ;*
- 149. Susciter et encourager les premiers modèles de production de petites séries autour de collectifs d'acteurs (artisans, filière bois, artistes...) permettant d'engager des publics fragilisés, comme les apprentis.*
- 150. Ouvrir les données de conception 3D autour d'une bibliothèque d'objets libre de droits.*

Makers Uniti

Solidarité, dévouement, sens de l'intérêt général : les « Makers Uniti » insulaires ont fait honneur à la Corse tout au long de la crise de la Covid-19.

Solidarité peut rimer avec innovation. C'est ce qu'ont démontré les « Makers Uniti » durant la crise de la Covid-19. Particuliers, associations, fablabs, entreprises, ces Makers ont donné de leur temps et de leurs compétences afin de fabriquer du matériel de protection, qui a pu bénéficier, notamment, aux soignants. Une belle initiative que la Collectivité de Corse a mis à l'honneur le jeudi 16 juillet en invitant les bénévoles à la Villa Pietri (Cf. photo ci-après) et en leur offrant une affiche réalisée par l'artiste Anto fils de pop (Cf. photo ci-dessus).



Ce réseau de Makers s'est rapidement structuré dès le début de la crise. Grâce à des imprimantes 3D ou des découpeuses laser ils sont parvenus à atteindre une capacité de production de 800 visières par jour et ont ainsi été en mesure de répondre aux commandes qui se sont rapidement multipliées. Le système de distribution s'est organisé en circuits courts à travers une cinquantaine de petites unités de production, réparties sur l'ensemble du territoire et présentant des statuts administratifs très variés : FabLabs, institutions, entreprises technologiques, mais aussi particuliers ou encore établissements scolaires, etc.

Face aux difficultés rencontrées notamment au niveau de l'approvisionnement en matières premières, l'ensemble de la société corse s'est mobilisée afin de soutenir les « Makers » et leur fournir les matériaux nécessaires à la poursuite de la fabrication.

Au total, ont ainsi été produits sur l'ensemble du territoire :

- 17 800 visières ;
- 50 hygiaphones ;
- 500 crochets ouvre-porte ;
- 50 kits de VNI (dispositifs de ventilation non invasive) pour équiper l'hôpital d'Aiacciu de kits de valves de respirateurs.



Ces matériels ont finalement été distribués gracieusement à de nombreux acteurs qui étaient en première ligne : hôpitaux, cliniques, EHPAD, centres médicaux Covid-19, pompiers, gendarmes, soignants libéraux, aides à la personne, mais également commerçants de proximité.

Le peuple Corse, aux moments difficiles de son histoire, a toujours démontré sa capacité à faire front collectivement.

L'action du réseau des « Makers Uniti » en est la preuve.

{ 8 } Enjeu 8 : S'engager vers un modèle de tourisme durable

La Corse se trouve au sein du premier bassin récepteur mondial du tourisme, le Nord-Ouest méditerranéen, qui concentre environ 80 % de l'offre touristique méditerranéenne¹. Bien que le modèle touristique dominant de cette partie du bassin méditerranéen soit le tourisme de masse, la particularité des paysages corses et son insularité mettent en évidence la nécessité de faire le choix d'un développement touristique maîtrisé. Plus généralement, pour l'industrie du tourisme, qui représente 8 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, s'engager ou non vers la voie du « durable » n'est plus une option.

Le tourisme est l'un des secteurs les plus impactés, en proportion et en durée, par la crise sanitaire mondiale de la Covid-19 qui se répand depuis le mois de mars 2020. Cette situation est venue accroître les nombreuses interrogations qui s'adressaient au secteur touristique depuis quelques années compte tenu des effets délétères, tant sur le plan humain qu'environnemental, que certains de ses comportements occasionnent.

La crise sanitaire a donc accéléré une prise de conscience des nécessaires évolutions et réorientations des pratiques touristiques. En Corse, cette prise de conscience s'est amorcée dès 2016² autour d'une nouvelle approche du tourisme sur l'île en « conciliant développement touristique, protection de l'environnement et préservation de l'identité ».

Smart Isula veut mettre le numérique au service de cette nouvelle approche orientée vers un tourisme durable et responsable. Le numérique doit contribuer à construire un tourisme positif pour les habitants, respectueux de l'environnement et apporteur de retombées équitables pour les territoires insulaires.

1 - Livre blanc du tourisme corse, septembre 2014

2 - Une nouvelle approche pour le tourisme en Corse, concilier développement touristique, protection de l'environnement et préservation de l'identité (Guide des aides au tourisme en Corse 2016 – 2020)

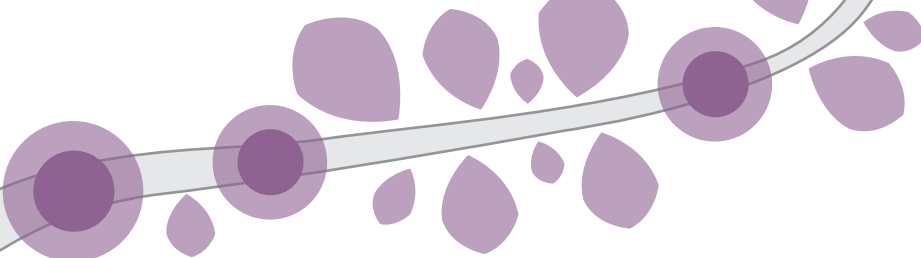
En Corse, le chemin pour atteindre ces objectifs est pavé d'obstacles et de résistances compte tenu de l'économie de rente touristique dans laquelle s'est progressivement installée toute une partie de l'économie insulaire. Seule une stratégie globale et participative permettra d'accomplir cette transition en sachant qu'à la suite de la crise de la Covid-19, la concurrence va être exacerbée entre les destinations européennes.

Les exemples de territoires comparables à la Corse sont pourtant encourageants. Certains ont su, à un moment de leur histoire, faire preuve de volontarisme, innover, transformer leurs modes de fonctionnement dans l'intérêt de leurs habitants et de la protection de leur patrimoine naturel tout en renforçant leur attractivité : le Costa Rica, certaines zones de la Basse Californie au Mexique, le Pantanal au Brésil et plus proches de la France, les Baléares, les Iles Atlantiques de Galice ou encore Alonissos en Grèce.

Ainsi, au cœur de la stratégie touristique de la Corse figurent les dimensions sociales et environnementales, dans la mesure où la soutenabilité de long terme de cette activité concerne tout autant les relations et les pratiques sociales mais aussi les interactions entre les populations humaines et leur environnement physique et naturel, notamment en termes d'impacts du tourisme dans le contexte de changement global.

Cette nouvelle approche s'inscrit dans la volonté exprimée par l'Assemblée de Corse en avril 2018 de franchir une nouvelle étape dans le développement du tourisme corse qui constitue le secteur économique le plus important de l'île. Cette approche est fondée sur 3 piliers :

- La conciliation d'une croissance touristique et de la protection de la ressource dans un territoire fragile ;
- Le positionnement différencié de la destination Corse dans son environnement concurrentiel en tant que destination préservée, d'île verte en Méditerranée ;
- L'augmentation des retombées économiques et sociales du tourisme tout en refusant les pressions d'un tourisme de masse, ce qui suppose de maximiser la valeur ajoutée produite sur le territoire.



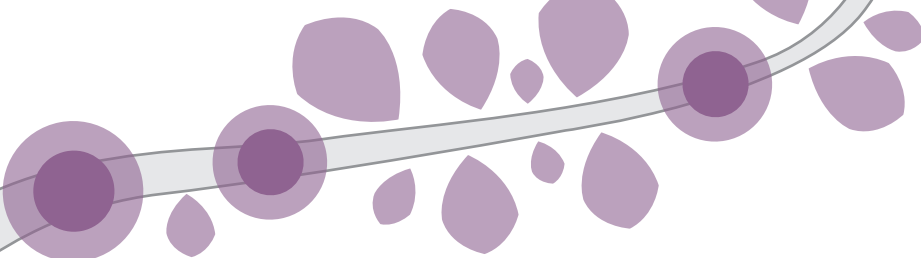
Consciente de ces enjeux et de sa responsabilité pour l'avenir du tourisme corse, l'Agence du Tourisme de la Corse (ATC) souhaite radicalement modifier le positionnement de l'île sur le marché touristique international et le transformer en modèle méditerranéen de développement touristique durable et responsable.

Dans ce cadre le numérique peut œuvrer à construire un tourisme positif pour les gens, respectueux de l'environnement et apporteur de retombées équitables pour la Corse.

Toutefois, il est important de prendre en considération les grandes évolutions liées au numérique actuellement à l'œuvre. Le secteur du tourisme a largement entrepris son virage numérique avec plus de 79 % des touristes qui préparent leur voyage sur Internet, 55 % qui réservent en ligne. Le e-tourisme sur mobile (m-tourisme) est en pleine croissance. 58% des Français partis en 2018 ont utilisé leur mobile ou leur tablette pour préparer leurs séjours de loisir, avec une prééminence pour celles qui utilisent la géolocalisation. Enfin en 2018, les ventes en ligne de voyages ont augmenté de 9 %.

Par ailleurs :

- Les agences de voyages en ligne comme Expedia, Govoyage ou voyages-sncf.com captent des parts de marché croissantes au détriment des agences de voyages et des tour-opérateurs traditionnels. Dans ce paysage en recomposition, les géants du Web ne demeurent pas en reste Google notamment investi le secteur et concurrence les méta-moteurs spécialisés comme Kayak et Trivago ;
- Les technologies numériques nourrissent désormais chaque étape de l'expérience touristique : la réservation, la transaction, la préparation du voyage en amont, son déroulement, le feedback et le suivi en aval ;
- Les acteurs du tourisme recueillent une masse considérable d'informations croisées avec celles disponibles sur internet, ce qui leur permet d'affiner leurs modèles de fixation des prix et d'améliorer leurs approches commerciales ;



- Certains processus liés au cœur de métier des entreprises touristiques, comme la production des voyages ou la réservation sont désormais entièrement numérisés. Ainsi, les tour-opérateurs évoluent d'un modèle économique « statique » (des produits packagés une fois par saison, présentés via un catalogue papier et n'autorisant qu'un faible nombre d'options) vers un modèle "dynamique", temps réel.

Cette prégnance du numérique dans le tourisme impose aux acteurs territoriaux du tourisme en Corse de constamment s'adapter, changer certaines pratiques et surtout soutenir et être à l'affut de l'innovation pour renforcer leur territoire. Dans l'esprit des principes de Smart Isula, cette adaptation doit se faire dans le respect de règles morales ou éthiques. Ainsi, les acteurs territoriaux du tourisme ont-ils un rôle important à jouer pour préserver les acteurs locaux des prédatations, pour protéger les consommateurs-touristes, et veiller à un développement harmonieux de leurs territoires et de leur population.

Le living Lab de l'Agence de Tourisme de la Corse

Le projet de « Living (Innovation Tourism) Lab » (LITL) s'inscrit dans la feuille de route de l'ATC pour « une transition écologique et numérique du tourisme corse, créateur de valeur et respectueux des équilibres du territoire ». Le projet ambitionne de créer une véritable dynamique d'échange entre les parties prenantes sous la forme de processus collaboratifs, mixant savoirs professionnels, savoirs militants et savoirs d'usages favorisant l'émergence d'innovations, tant technologiques, que sociales ou réglementaires. La notion d'écosystème est donc centrale.



Le living lab vise à :

- **Expérimenter un tourisme en tant que secteur innovant**, pourvoyeur d'emplois soutenable et pérenne, dans l'espace et le temps, au sein d'un contexte insulaire fragilisé par les conséquences des changements globaux (dérèglement climatique, invasions biologiques, impacts anthropiques croissants), d'une mondialisation menaçante et d'une récente crise sanitaire (Covid-19) ;
- **Faire de la Corse une destination de bien-être dans le respect de son environnement naturel et culturel**, sur la base des préconisations des différents plans, schémas et stratégies dont s'est dotée l'île pour répondre aux défis sociétaux et environnementaux du XXI^{ème} siècle.

L'approche choisie est celle d'un Living Lab ; la seule à pouvoir associer différentes parties prenantes de la transition (société civile – locaux et touristes, entreprises et institutionnels). La démarche devra s'assimiler à un laboratoire expérimental du tourisme durable où chacun des participants sera cocréateur de valeurs et testeur de solutions pour demain dans une logique de collaboration. L'utilisateur sera directement impliqué dans la création, l'expérimentation et la validation de produits ou de services.

La collaboration des partenaires provenant de différents secteurs d'activité soutiendra ainsi l'innovation, qu'elle soit organisationnelle, sociale ou technologique. Le LL doit permettre ainsi, dans une logique de décroisement public-privé, intersectoriel (tourisme vs numérique, tourisme vs transport, tourisme vs culture, etc.), recherche académique-entreprises, de produire, tester, dimensionner des idées nouvelles dans une logique de cothinking. Il va permettre de faire ce que les acteurs du tourisme corse pris isolément ne peuvent faire, à savoir concevoir le tourisme de demain dans une perspective de soutenabilité.

7 pistes d'actions ont été identifiées :

- 151. Engager une transformation de l'offre touristique autour d'une labellisation « Corse - Destination neutre carbone ».** Au-delà des collectivités, c'est tout le tissu économique d'acteurs touristiques qu'il faut emmener dans cette voie. Pour cela le numérique doit être mobiliser pour mesurer et communiquer autour l'empreinte carbone du secteur, la valorisation du label, sa diffusion et sa gestion ;
- 152. Impulser et accompagner ce processus de transition vers un tourisme durable au sein d'un Living Lab.** Ce Living Lab étant conçu comme un creuset d'innovations dans les domaines de l'économie circulaire, de l'économie verte et de l'open data appliqués au tourisme. L'Agence du Tourisme de la Corse (ATC) étant le chef de file d'une expérimentation grandeur nature en matière de tourisme durable et innovant à l'échelle de la Corse. L'objectif principal est la transformation vertueuse du territoire en destination durable par un processus de transition écologique, numérique et réglementaire impactant de manière profonde l'industrie touristique insulaire ;
- 153. Relever le défi de l'information touristique numérisée dans le domaine de l'accueil touristique.** Il convient de remobiliser les acteurs touristiques du territoire autour de la réappropriation de l'information touristique, de sa numérisation et de son organisation au niveau locale autour d'un écosystème d'acteurs. Cette problématique de l'information touristique comporte de forts enjeux territoriaux, d'attractivité et de compétitivité touristique du territoire mais il doit être porteur d'un message portant un changement de cap pour un tourisme plus humaine, plus responsable plus respectueux ;
- 154. Se réapproprier les processus de réservations au-delà des grandes plateformes existantes.** La Corse doit s'intéresser au processus de réservation et jouer son rôle dans ces offres. Comme les autres régions elle a été happée par ces grandes plateformes qui viennent rogner la valeur créée dans les territoires. Il convient d'apporter une offre concurrentielle, non frontale, mais différenciée des grands « OTA » (Online Tour Agencies) dominantes comme Booking ou Expedia. Ces offres devant se différencier par une

connaissance fine de terrain des itinéraires touristiques et sur des commissions moins prédatrices, au bénéfice des prestataires locaux et des clients finaux. Dans ce modèle l'offre peut s'adapter aux corses et à un tourisme de proximité ;

155. Favoriser l'émergence d'espaces numériques en ligne présentant l'offre du territoire, ses initiatives, ses spécificités culturelles et patrimoniales. Ces espaces permettront un positionnement différencié de la destination Corse dans son environnement concurrentiel en tant que destination préservée, d'île verte en Méditerranée. Ils seront organisés autour d'un écolabel pour présenter :

- Les offres commerciales de différents prestataires d'hébergements, de transports, de restauration, d'activités culturelles ou sportives, regroupés autour d'un écolabel territorial ;
- Les initiatives en matière d'animation, préservation, valorisation de l'environnement, du patrimoine et de la culture menée par le monde associatif ou par les habitants eux-mêmes ;
- Le touriste comme un résident d'un territoire.

156. Avoir recours au numérique pour mesurer, réguler les flux et la fréquentation des sites sensibles pour s'insérer dans une démarche où le tourisme devient lui-même protecteur des sites. Il s'agit ici de concilier la croissance touristique et de protection de la ressource dans un territoire fragile ;

157. Valoriser les données des territoires touristiques sur les différents segments du e-tourisme. En lien avec le service public de la donnée abordé dans la branche données territoriale de Smart Isula (Cf. livret 4 Smart Isula), il convient de se réapproprier la donnée afin de pouvoir orienter et optimiser la qualité du service rendu. Il faut que la Corse se donne aussi les moyens, dans le respect du RGPD, de recueillir les données permettant de suivre les touristes dans leurs parcours et leurs usages pour analyser l'attractivité ou la pression sur un territoire et procéder à des améliorations en temps réel.

Source : Territoires Conseils - Intégrer le numérique dans les stratégies touristiques

<https://www.banquedesterritoires.fr/territoires-conseils-integrer-le-numerique-dans-les-strategies-touristiques>

{ 9 } Enjeu 9 : Améliorer l'accessibilité et la qualité des soins sur les territoires

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a mis en lumière le potentiel du numérique en santé, de l'information des citoyens à l'épidémiologie, de la gestion des lits à la télémedecine. Elle a accéléré la mise en place de solutions concrètes, développées en un temps record et qui ont su appuyer au quotidien les professionnels de santé et les patients.

Pourtant, le contexte dans lequel ces transformations se sont opérées a également fait apparaître des retards et des lacunes : la difficile coordination d'un écosystème dispersé, des raideurs administratives à surmonter et un public parfois trop réticent ou pas assez formé pour pleinement en saisir toutes les opportunités.

La crise a ainsi renforcé l'urgence d'un investissement matériel, politique et humain sans précédent dans l'innovation en santé, qu'on ne saurait opposer aux impératifs des soins courants.

Dans ce contexte et au regard des contraintes spécifiques de la Corse, qui se caractérisent par sa géographie (« île montagne »), la prévalence des maladies chroniques, le vieillissement de sa population et une démographie médicale en baisse, il est indispensable, ici plus qu'ailleurs, de prendre en compte les technologies et les pratiques innovantes en santé¹.

Le relief montagneux et la ruralité importante de la Corse contribuent à l'isolement des personnes âgées et génèrent des difficultés d'accès aux soins. La solidarité intergénérationnelle, de famille et de voisinage, est un atout réel en Corse. Elle ne pourra cependant pas combler le choc démographique annoncé, lié à la fois à l'évolution défavorable de la pyramide des âges et à la baisse de la démographie médicale sur les 10 ans à venir qui touche aussi bien les médecins généralistes que spécialistes ².

1 - Source Cadre d'Orientation Stratégique en Corse, 2018

2 - Source Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) en Corse, 2018

Ce déficit d'offres s'accompagne d'un taux de pauvreté plus important. Ce n'est pas un épiphénomène puisqu'elle touche une personne sur cinq, taux qui continue d'augmenter. Cette situation, couplée au retard conséquent qui a été pris en matière de prévention des inégalités de santé, de repérage et de prise en charge précoce des situations de fragilité, conduit à un premier paradoxe : alors que la pauvreté monétaire est bien supérieure en Corse, le non-recours aux droits relatifs à la santé y est supérieur à la moyenne nationale.

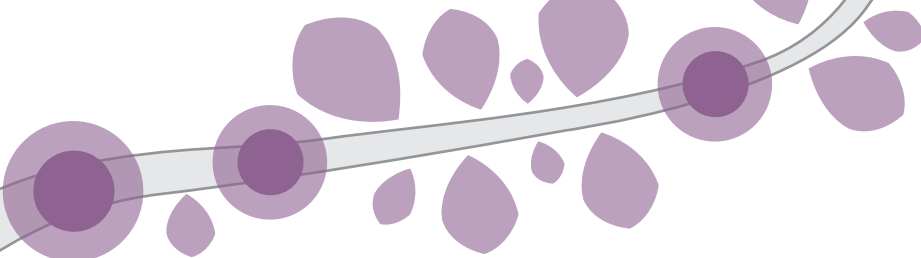
Un second paradoxe a été identifié par le Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) 2018 - 2023 : la santé des plus démunis se dégrade malgré les budgets croissants consacrés à la santé en Corse. La question du ciblage et de l'efficacité des moyens mobilisés est donc posée et l'innovation en santé apparaît comme un outil pertinent pour résoudre cette problématique.

Dans ce cadre, la mise en place d'une démarche e-santé en Corse, pilotée par le GIP Corse E-Santé³, vise à mobiliser le numérique au profit des services de santé et à soutenir l'intégration de pratiques innovantes pour améliorer la qualité, la sécurité et l'accessibilité à la santé.

Cette démarche place en son centre le patient et l'ensemble de son parcours d'accès aux soins : prévention, prise de rendez-vous, accès à un professionnel de santé, suivi du dossier, accompagnement et maintien à domicile, etc. Mais le numérique en matière de santé adresse également un certain nombre d'enjeux pour les professionnels : partage des innovations, des connaissances et des compétences ; meilleur pilotage des structures de santé par l'informatisation des services supports ; coordination des acteurs de santé, etc.

La démarche e-Santé doit aussi permettre de favoriser la production d'externalités positives sur le territoire corse. L'accès au soin doit devenir plus égalitaire via par exemple l'accès aux praticiens facilité grâce à la télémedecine ou la clarification de l'offre de santé grâce aux plateformes de mise en relation praticiens-patients. Les déplacements des patients comme des praticiens gagneraient à être optimisés grâce à la réduction des contraintes de mobilité. Enfin, l'e-santé peut contribuer à renforcer la « démocratie sanitaire » en permettant un accès privilégié à ses données de santé y compris pour les plus démunis.

3 - <https://www.corse.ars.sante.fr/contacter-le-grades-e-sante-corse>



Piste 1 : Consolider le socle d'infrastructures territoriales de la e-santé

D'abord il s'agit de favoriser l'émergence d'un réseau régional très haut débit de la e-santé associant l'ensemble des acteurs de santé du territoire qu'ils soient publics ou privés. Il serait l'extension du réseau actuel e-santé public déployé par le GCS CIRSCO et il pourrait s'ouvrir sur le monde de la recherche via RENATER.

Ensuite il faut offrir un datacentre de proximité habilitée à accueillir les données de santé susceptible d'héberger les données et les services de santé du territoire insulaire. Ce datacentre s'insérerait comme la plateforme d'interconnexion des différents services e-santé sur le territoire.

Enfin il faut garantir autour de l'infrastructure territoriale (réseau e-santé & Datacentre) une offre de services numériques sécurisés à forte valeur ajoutée. Cette infrastructure pourrait aussi garantir le recueil des « self-data » e-santé sur la Corse et de services territoriaux comme des services de type « greenPass » sécurisés et respectueux des données produites.

UNE ÎLE RÉSILIENTE

Hébergement des données de santé

Description

La SITEC constitue une plateforme territoriale d'hébergement de données de Santé, par l'intermédiaire de ses 2 Datacenters interconnectés et certifiés ISO/CEI 27001:2013 et HDS v1.1. Tous les acteurs de la santé publics ou privés ont ainsi la possibilité d'héberger leurs données dans ces datacenters de proximité répondants au plus haut niveau d'exigence en termes de sécurité et d'intégrité. La SITEC est aujourd'hui en capacité de répondre aux attentes des acteurs de la santé, du médico-social ainsi qu'aux éditeurs de solutions dédiées à ce secteur.

Objectif du projet

Disposer d'une plateforme en Corse permettant l'hébergement des données de santé localement et facilitant l'émergence des services de e-santé.

Porteur du projet

Privé (SEML) - SITEC

Lien : www.sitec.corsica

Contact : nicolas.andrei@sitec.corsica



Piste 2 : Intégrer la Corse dans la dynamique nationale e-santé comme une région pilote ou laboratoire

S'il existe désormais en France un volontarisme politique très fort concrétisé au travers d'une meilleure gouvernance, avec notamment la création du projet « ma santé 2022 » comprenant plusieurs mesures relatives au Dossier Médical Partagé (DMP), à l'Espace Numérique de Santé (ENS), au Health Data Hub, aux télé-soins et à l'e-prescription, ces initiatives fortes nécessitent largement d'être portées sur le terrain.

Les acteurs territoriaux, en relai avec les Agences Régionales de Santé, sont des soutiens déterminants pour l'adoption de ces nouveaux services, notamment par les usagers.

L'ensemble de cette stratégie nationale repose en particulier sur deux services :

1. Le Health Data Hub qui est une plateforme de partage de données initiée par le Ministère de la santé. Elle rassemble les sources de données nécessaires au travail d'amélioration de la qualité des soins. Son objectif est de promouvoir l'utilisation et d'accroître les possibilités d'exploitation des données de santé pour améliorer la qualité des soins :
 - Orientation du système de santé ;
 - Suivi et l'information des patients ;
 - Soutien au personnel de santé ;
 - Compréhension des prestataires de soins de santé.
2. L'Espace Numérique de Santé qui comprend le Dossier Médical Personnalisé (DMP), soit l'ensemble des éléments qui constituent le dossier médical du patient, ainsi que ses données administratives :
 - Constantes de santé que le patient peut enregistrer à l'aide d'objets connectés ou d'applications ;
 - Remboursements de frais médicaux ;
 - Messagerie sécurisée lui permettant d'échanger avec ses praticiens ;
 - Outils facilitant l'accès à une information de qualité sur la prévention et l'offre de soins.

Piste 3 : Un engagement territorial autour du numérique inclusif au service de l'e-santé

Si la démarche de l'État est volontariste, il n'en reste pas moins nécessaire de mettre en place au niveau du terrain, un véritable accompagnement pour former les personnes, par exemple, à utiliser une messagerie sécurisée ou à ouvrir l'espace numérique de santé et à le manipuler.

Il convient d'utiliser et de consolider le maillage des acteurs locaux pour accompagner et faciliter cette appropriation. À ce titre :

- Il faudra être vigilant sur les enjeux liés aux usages qui doivent être pris en compte au titre de l'inclusion numérique (Cf. livret n°5 Smart Isula) ;
- Il faudra aussi s'assurer que les acteurs de la santé disposent d'un accès Internet de qualité suffisante pour accéder par exemple au dossier en ligne d'un patient.

Il est ainsi nécessaire d'intégrer dans l'approche e-santé les aspects liés aux usages comme ceux liés aux infrastructures haut débit et très haut débit.

Par ailleurs, une attention particulière devra être apportée à l'appropriation des usages pour les personnes les plus exclues, les plus fragilisées, qui ne sont pas forcément les plus âgées. Il faudra s'assurer qu'à l'égard de celles et ceux qui sont dépendants, parce qu'ils sont atteints de la maladie d'Alzheimer ou parce qu'ils sont handicapés, et qui ne peuvent pas se saisir seuls de ces outils, que l'on mette en place des dispositifs adaptés, à partir du réseau familial, de proches ou à partir de professionnels. Les acteurs territoriaux ont un rôle essentiel à faire en sorte que ces aidants aient un vrai statut, une vraie reconnaissance juridique, voire financière, et qu'ils puissent réellement être plus proches des gens qu'ils accompagnent.

Piste 4 : Encourager la mise en réseau des acteurs en favorisant le déploiement du programme e-Parcours

Le déploiement du programme e-Parcours en Corse est une priorité. Il vise à offrir un panel de services numériques de coordination pour les professionnels de santé, complémentaire aux premiers services socles, afin d'organiser l'articulation entre médecine de ville, médico-social et hôpital, et dans le but de mieux répondre aux besoins de soins de proximité. Ce programme permet de développer et de simplifier la coordination entre les professionnels au profit de l'utilisateur, dans une logique de prise en charge décloisonnée, à travers le déploiement de référentiels socles et l'usage de services d'échange et de partage sécurisés (exemples : réseau social professionnel, agenda partagé).

Piste 5 : Accompagner la montée en puissance de l'offre de service du pôle d'ingénierie « Corse E-santé »

Le GRADES de Corse intitulé « Corse E-santé » est constitué sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP). Le Groupement est donc une personne morale de droit public dotée d'une autonomie administrative et financière.

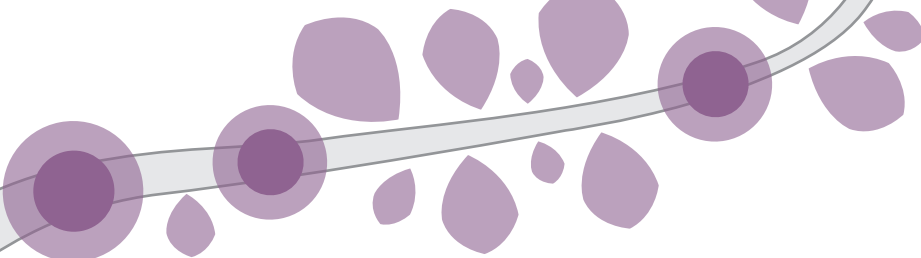
Son champ géographique d'intervention porte sur l'ensemble du territoire de la Corse mais des coordinations interrégionales, européennes voire transfrontalières sur des projets sont possibles.

L'action du Groupement s'inscrit dans une politique d'intérêt général au service de la modernisation du système de santé grâce à la transformation numérique. À cet effet le Groupement poursuit principalement les missions suivantes :

- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie régionale d'e-Santé, sous le pilotage de l'ARS ;
- Conduire les opérations relatives aux projets de la stratégie régionale de e-Santé que l'ARS lui confie, en particulier celles relatives au socle commun minimum de services numériques en santé ;

- Contribuer à l'urbanisation, la sécurité et l'interopérabilité des systèmes d'information de santé à l'échelle régionale (en veillant notamment au respect des référentiels inscrits au cadre commun des projets de e-Santé) ;
- Accompagner la convergence des initiatives locales vers la cible régionale ;
- Gérer le portefeuille de demandes et réaliser des études d'opportunité/faisabilité en fonction des remontées de besoins terrain ;
- Jouer un rôle d'animation et de fédération des acteurs de la région autour de la stratégie régionale de e-Santé, en liaison avec l'ARS qui pilote la gouvernance régionale de la e-Santé ;
- Promouvoir l'usage des services numériques dans les territoires, en déployant des actions au bénéfice des acteurs de santé et des usagers du système de santé, membres ou pas du Groupement, telles que le soutien d'expérimentations de services numériques en santé ;
- Apporter des expertises en e-Santé au service des acteurs de la région ;
- Contribuer à l'adéquation entre l'offre industrielle et la demande ;
- Porter des projets s'inscrivant dans une logique d'intérêt général, au service de l'accessibilité aux soins et de la pertinence des parcours de santé, par le développement du numérique en santé ;
- Participer au développement des coopérations entre ses membres dans le domaine de la santé numérique et, dans ce cadre, porter des projets non directement issus de la stratégie régionale de e-Santé (projets à l'initiative d'acteurs institutionnels nationaux ou régionaux ou pour le compte d'offreurs de soins de la région).

L'Assemblée générale constitutive du GRADES « Corse E-santé » a eu lieu en janvier 2020, il convient donc que celui-ci atteigne sa taille critique et stabilise son offre de services.



Piste 6 : Susciter l'innovation et le déploiement d'un écosystème d'entreprises innovantes autour de l'e-santé

Accompagner les projets innovants dans le secteur de l'e-santé doit être une priorité. Des startups ont vu le jour autour de l'e-santé en Corse (exemples : cabine d'ophtalmologie, pass médical personnel), il s'agit de soutenir les efforts en R&D de ses entreprises. Il faut aussi soutenir le renforcement d'un tissu d'entreprises innovantes autour de l'e-santé afin de renforcer la capacité d'ingénierie régionale en la matière.

UNE ÎLE RÉSILIENTE

Miloé

La solution qui accompagne activement à préserver sa santé et celle de ses proches

Description

Miloé développe une plateforme web qui met à disposition de ses utilisateurs des fonctionnalités qui répondent aux problématiques de prévention primaire. Depuis un compte personnel et sécurisé les utilisateurs gèrent et classent leurs informations de santé et accèdent à des contenus et des conseils de prévention santé personnalisés. La complétion de ces informations génère automatiquement une fiche médicale d'urgence accessible en toute circonstance par le scan d'objets connectés équipés de la technologie du sans contact et de celle du QR Code.

Un médaillon à accrocher au sac ou au cartable, un sticker à coller sur un casque de moto ou de vélo et une carte.

Objectif du projet

L'objectif principal de Miloé est d'assister ses utilisateurs dans la mise en place d'actions de prévention au quotidien pour éviter l'apparition de maladies et ainsi préserver leur santé. Il s'agit aussi de faciliter l'accès à la bonne information de santé pour sécuriser le diagnostic lors de soins non programmés.

Porteur du projet

Lien : www.miloe-sante.com

Contact : vanessa.bianconi@miloe-sante.com

Miloé

{ 47 }

Inclusif

Frugal

Capacitant

Équitable

Protecteur

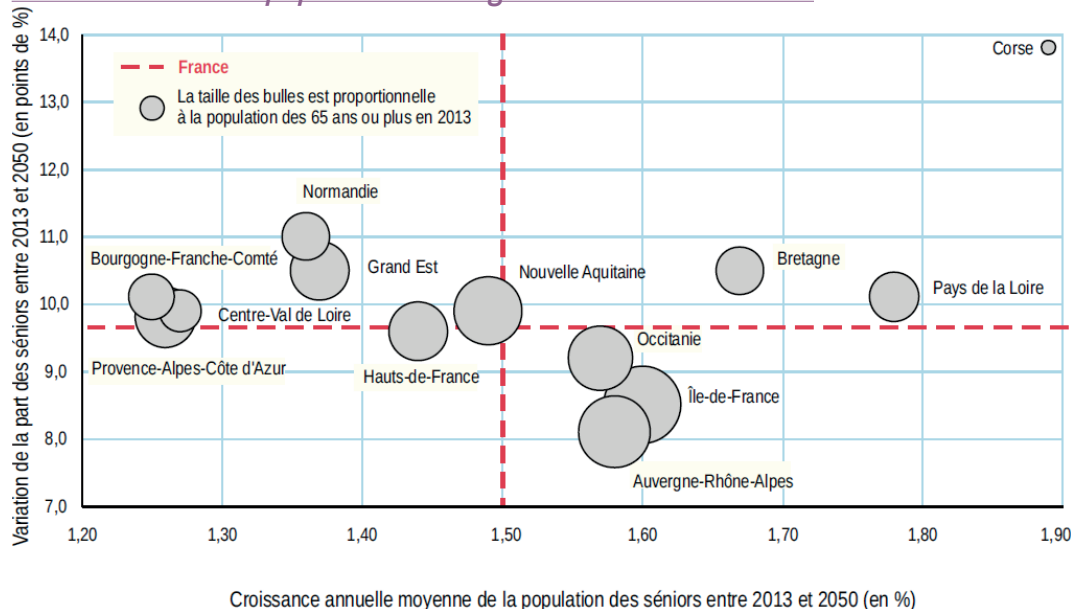
Démocratique

Innovant

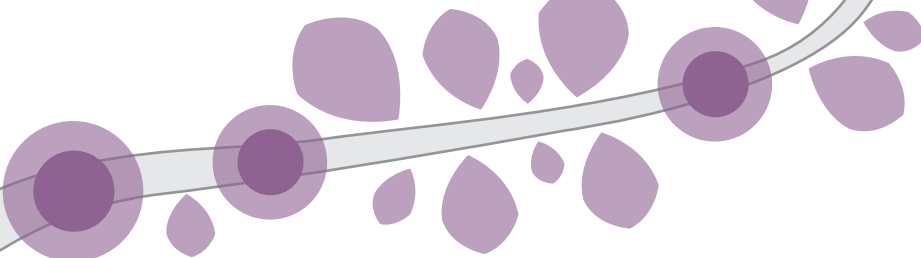
Piste 7 : Mettre le numérique au service du « Bien vieillir en Corse »

Les enquêtes révèlent très logiquement que les personnes âgées en perte d'autonomie souhaitent rester le plus longtemps possible à leur domicile. Selon une étude menée par l'Insee, d'ici 2027, le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans en France franchira le cap des 20 millions. En 2050, ce chiffre passera à 25 millions. Cela représente près d'un tiers de la population française. Selon l'INSEE En 2050, la proportion de personnes âgées de 75 ans ou plus serait supérieure à 18,0 % dans la moitié des régions métropolitaines, avec un maximum de 21,5 % en Corse.

Vieillesse de la population des régions entre 2013 et 2050



Dans ce domaine, le recours au numérique doit être pensé au service du plus grand nombre et de l'innovation sociale. La technologie ne doit pas être intrusive. Elle ne doit pas infantiliser et isoler les plus âgés mais, au contraire, créer du lien et responsabiliser.



Smart Isula veut accorder une place particulière au service du bien vieillir à domicile. En mobilisant à la fois la domotique, les objets connectés, mais aussi la télémédecine, la téléassistance et le portail de services. Ainsi des solutions intégrées doivent voir le jour et offrir un environnement favorable au maintien à domicile des personnes âgées souffrant de pathologies légères.

Piste d'actions identifiée :

- 158. Aligner la stratégie Smart Isula sur le Schéma Directeur de l'e-santé en Corse.**
Poursuivre les travaux engagés par Smart Isula pour les aligner à ceux menés par l'agence régionale de Santé (ARS), le GRADES et les acteurs de santé en Corse. Envisager une feuille de route spécifique e-santé 2022-2025.

{ 10 } Enjeu10 : Promouvoir l'émergence de stratégies territoires intelligents et résilients

La vision d'un territoire intelligent dans Smart Isula consiste à utiliser le plein potentiel du numérique afin d'assurer la revitalisation et l'épanouissement des territoires et ne pas se résigner à une bipolarisation de l'activité autour d'Ajaccio et de Bastia. Pour cela il faut accompagner l'émergence de territoires intelligents et résilients en Corse autour :

- D'un projet politique d'émancipation et de développement soutenable prenant en compte les dimensions écologiques, sociales et culturelles de la Corse ;
- D'une vision locale qui contribue au mieux vivre des habitants en améliorant la qualité, l'efficacité et l'efficacité des services qui leur sont rendus (en prenant en compte les priorités de chaque territoire) ;
- D'une respiration démocratique qui puisse associer les citoyens à la gouvernance des projets ;
- D'un développement économique respectueux de l'environnement qui puisse bénéficier à l'ensemble de ses acteurs.

La mise en dynamique de ce potentiel appelle un recours au numérique bâti sur :

- L'articulation de la stratégie locale avec la stratégie territoriale Smart Isula et l'adhésion à ses principes de gouvernance ;
- Un recours au numérique basé sur des principes de sobriété numérique ;
- La mise en place de dispositifs qui permettent d'impliquer les acteurs et qui rendent possible la mobilisation de l'intelligence collective et de nouvelles formes d'implication d'acteurs publics et privés du territoire ;
- La capitalisation des projets en saisissant les opportunités de mutualisation et d'alliance des territoires ;
- Une culture de projets et de l'innovation qui insuffle de nouvelles dynamiques et prépare l'avenir ;
- Une maîtrise des outils numériques et des données comme un bien commun du territoire.

Pour cela, chaque territoire doit s'engager dans une démarche de cyberrésilience qui exige une prise de conscience aigüe des risques cyber et le déploiement de dispositifs appropriés tant au niveau méthodologique, organisationnel que technique. En matière de Cyberrésilience les territoires ne pourront agir seuls. Il est donc nécessaire de leur offrir une structure territoriale d'appui orientée cybersécurité.

4 pistes d'actions ont été identifiées :

- 159. Soutenir et accompagner chaque territoire pour qu'il élabore sa feuille de route de territoire intelligent** en cohérence avec Smart Isula et définir son arbre spécifique adapté à son contexte ;
- 160. Inciter chaque territoire à se doter d'une compétence « transformation numérique et territoire intelligent » ;**
- 161. Encourager chaque territoire à rejoindre la gouvernance Smart Isula et à adhérer aux valeurs de la démarche ;**
- 162. Offrir un soutien opérationnel aux territoires en matière de Cybersécurité** via le Pôle Cyber Corsica (Cf. livret n°3 Smart Isula). Les territoires pourront faire appel à ce pôle pour accompagner leur prise de conscience des risques, leur stratégie et la réponse aux incidents.

Source : Le consortium Data Publica, accompagné du cabinet KPMG s'est penché sur la question des territoires intelligents dans un rapport publié le 26 octobre 2021 suite à une commande de la direction générale des entreprises (DGE) et de plusieurs associations d'industriels . Celui-ci recoupe précisément les préoccupations Smart Isula (Cf. https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/en-pratique/etudes-et-statistiques/dossiers-de-la-DGE/rapport_de_la_smart_city_a_la_realite_des_territoires_connectes.pdf)

{ 11 } Enjeu 11 : Créer un réseau de tiers lieux comme catalyseurs d'énergie dans les territoires

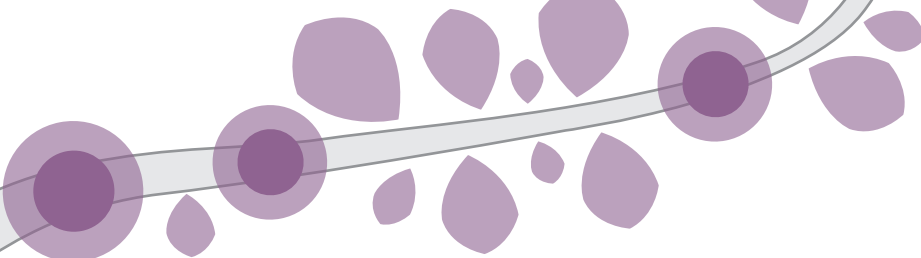
Le concept de « tiers lieux » connaît aujourd'hui un fort développement et les retours d'expérience sont fort encourageant en termes de redynamisation des territoires autour de notion d'intelligence collectives et de communs. Ces espaces physiques ou virtuels de rencontres entre personnes et compétences variées qui n'ont pas forcément vocation à se croiser se révèlent aujourd'hui des catalyseurs d'énergie et de projets. La nature modulaire et polymorphe du tiers lieu, sa présence physique, son animation et sa capacité à fédérer ouvre sur de nouvelles perspectives de revitalisation des territoires.

Ni privés, ni publics, ils proposent une solution hybride entre espace personnel et espace ouvert, domicile et travail, convivialité et concentration. Ainsi les tiers lieux n'interrogent pas seulement les questions numériques mais la transformation des territoires. Ils constituent des espaces privilégiés pour envisager dans un territoire les transitions à mener, qu'elles soient écologiques, sociales, économiques, culturelles, numériques, sur le travail ou encore l'apprentissage.

La Collectivité de Corse souhaite engager une politique volontariste d'aménagement de son territoire autour d'une approche tiers lieux « Casa di i Territori ».

Pour que ces structures soient pérennes, elles doivent réunir un certain nombre de conditions leur permettant de s'ouvrir au plus grand nombre (comme des espaces de rencontres favorisant la créativité issue des interactions sociales, notamment à travers l'ouverture, la flexibilité, la viabilité, la convivialité et l'accessibilité).

Plus qu'un espace équipé dans un territoire, les tiers lieux sont en grande partie le produit des relations humaines, des interactions créatives et des modes d'organisation sociale et professionnelle hybridés. Ceci en sachant, que chaque tiers lieu doit garder sa spécificité, son fonctionnement, son mode de financement, mais que tous, quels qu'ils soient, doivent favoriser la créativité, l'initiative, le partage et la création de bien communs.



Actuellement, la typologie des tiers lieux en Corse s'articule autour de structures publiques ou privées constituées essentiellement :

- Des Espaces de médiation numériques ;
- Des Fablabs ;
- Des espaces de coworking ou espaces partagés.

Mais il ne faut pas oublier que d'autres espaces émergent autour des Maisons France Service, des médiathèques, des bibliothèques, et bientôt des « Case di i Territori ».

Au-delà du tiers lieux en lui-même il convient de structurer un réseau des tiers lieux de la Corse et de l'insérer dans une dynamique territoriale. Celle-ci est en cours de définition au sein de la Collectivité de Corse.

Piste d'actions identifiée :

163. *Concierter et articuler la stratégie Smart Isula avec la stratégie tiers lieux de la Collectivité de Corse.*

UNE ÎLE RÉSILIENTE

PALAZZU NAZIUNALE

Fabrique de territoire



Description

Le Palazzu Naziunale est un tiers-lieu créé par l'Université de Corse en 2016. Il rassemble plusieurs outils de collaboration et de mutualisation tel qu'un fablab, un espace de coworking, un pré-incubateur d'entreprises et une programmation d'activités variées dans le domaine de la création, l'innovation, la fabrication. Depuis 2020, il a été labellisé Tiers-Lieu Fabrique de Territoire par l'ANCT, en partenariat avec 3 autres structures : le fab lab Bastia/OPRA, le Fab Lab Ajaccio/CSJC, et l'AFPAese

Objectif du projet

Etre un lieu ressource pour les usagers et pour les autres tiers-lieux du territoire

Porteur du projet

Public - Université de Corse

Lien : <https://upalazzu.universita.corsica/>

Contact : bernard-leoni@univ-corse.fr



Imaginà Coworking, un espace de travail partagé associatif rural



Derrière les murs d'une ancienne maison en pierres à Speluncatu, réside Imaginà-Coworking Balagna, premier espace de travail partagé associatif rural. Le lieu a été rénové par la commune de Speluncatu. Il est régi bénévolement par une association qui

dispose d'une convention avec la municipalité pour gérer l'espace de coworking communal.

L'espace de travail coworking qui compte 120m² de surface, permet de disposer d'une connexion haut débit, de tout le nécessaire en bureautique et propose différents espaces de travail.

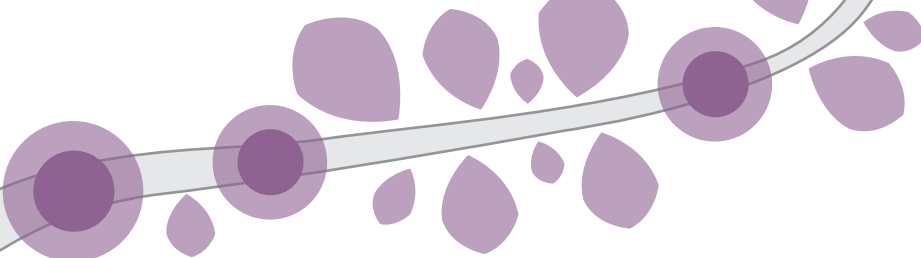
La création de cet espace de coworking dans un village d'environ 300 habitants est un exemple de coopération entre une municipalité et un écosystème associatif au service de la revitalisation de l'activité en milieu rural. L'ouverture du lieu a permis de stimuler l'économie du village et d'accueillir des cercles de réflexion sur l'innovation territoriale et les enjeux de la ruralité dans le développement de la Corse.

{ 12 } Enjeu 12 : Tisser de nouvelles proximités

Le numérique des grands acteurs industriels, notamment des GAFAM, créé encore trop de dépendance au lointain et ne contribue pas à créer les nouvelles proximités essentielles pour les territoires de la Corse. D'un point de vue économique, ces multinationales dominent le développement des infrastructures et services numériques et, les acteurs locaux de l'agriculture, de l'industrie, du commerce de proximité, de la mobilité, du tourisme n'ont d'autres choix que d'en dépendre pour au final devenir eux aussi des objets marchands, des produits. Alors qu'une forte demande de proximité et de lien s'exprime sur nos territoires, leurs habitants ne disposent pas assez de capacités (y compris financières) pour faire et vivre local. Parfois la dématérialisation des démarches administratives à marche forcée coïncide avec une politique d'affaiblissement de la présence des services publics dans les territoires et participe aussi à cet éloignement.

Pourtant, le numérique offre un potentiel pour tisser de nouvelles proximités comme en témoignent :

- L'initiative SMART PAESE de la commune de Cuzzà. Celle-ci a été pionnière et riche d'opportunités. C'est dans le cadre d'un programme universitaire financé par des fonds FEDER, que le village de Cuzzà a déployé une infrastructure numérique avec des capteurs lui permettant de développer différents outils de monitoring liés à l'activité agricole et à l'environnement ainsi qu'un tableau de bord pour la mairie. Cette expérience, à priori très technologique, a surtout permis d'engager une dynamique collective qui a su associer et engager l'ensemble des habitants autour des porteurs de projet d'origine. Elle a permis de dégager une gouvernance partagée pour reformuler les objectifs poursuivis, susciter une prise de conscience environnementale et envisager « Smart Village 2 » autour de nouveaux défis, parmi lesquels l'utilisation de l'IA au service de la diminution des impacts environnementaux, l'e-santé et l'optimisation énergétique.



- La commune de Speluncatu. Elle a su s'inscrire dans une dynamique de territoire intelligent en se questionnant sans cesse sur la façon de capitaliser de l'intelligence au cœur du village. Elle a su imaginer un tiers lieu adapté « imagina coworking ». En réhabilitant une ruine, elle a su créer un endroit où cohabitent des compétences, profils, métiers et statuts en harmonie avec un village soucieux de préserver son patrimoine, ses valeurs culturelles, sa tradition agricole. Cet espace collaboratif joue ainsi le rôle d'un catalyseur d'énergies et de résilience du territoire. En parallèle la commune a toujours œuvré pour qu'elle bénéficie d'une connexion réseau de qualité, après le haut débit, elle attend impatiemment le très haut débit et prépare une gestion raisonnée de ses ressources environnementales au service de sa population.

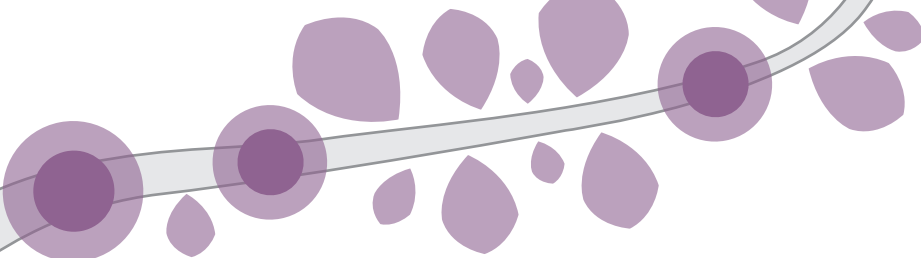
Ces deux exemples illustrent l'émergence de nouvelles proximités au travers :

- De collectifs et de partenariats d'acteurs publics, privés, associatifs locaux pour développer des politiques publiques numériques en circuits courts ;
- D'une ingénierie mise à la disposition des acteurs qui souhaitent expérimenter des initiatives de numérique de proximité ;
- Des échanges interterritoriaux pour partager des pratiques et services numériques.

Les territoires peuvent tirer le potentiel du numérique à condition que cette approche soit immergée dans l'environnement socio-territoriale pour faire naître une nouvelle offre de services de proximité.

À cette condition chaque sujet (transport, mobilité, énergie, santé, patrimoine, action publique, qualité de vie, éducation, démocratie...) peut trouver une traduction en termes de nouveaux services et d'usages. Le but étant d'offrir ces multifonctionnalités en hybridant présentiel et services numériques pour réinventer une proximité à la portée de tous qui diminue les déplacements contraints.

Retrouver ces proximités, c'est aussi rendre les territoires résilients face aux crises, s'ouvrir aux préoccupations de développement durable et aussi rapprocher le citoyen des services essentiels pour bâtir une autre manière de vivre en recherchant une qualité de vie.



Cette approche trace la voie permettant d'envisager en Corse des « territoires de la demi-heure », concept cher à Carlos Moreno, capable de fournir les services essentiels au citoyen à moins d'une demi-heure de trajet de son lieu de vie.

2 pistes d'actions ont été identifiées :

- 164. Engager des démarches de recherches et d'actions sur les territoires autour des nouvelles proximités ;** Engager notamment la réflexion dans le cadre de la chaire Mutations et Innovations territoriales de l'université de Corse (<https://chaire-territoires.universita.corsica/>) en collaboration avec la chaire Entrepreneuriat, Territoire, Innovation de l'université de La Sorbonne (<https://chaire-eti.org/>). Mettre en place une incitation publique (appel à projets, appel à manifestations d'intérêt...) pour construire des outils qui permettent de faire du numérique de proximité ;
- 165. Amplifier la dynamique autour de l'adressage (au format ouvert) dans les communes au service de nouvelles proximités.**

Sources :

<http://www.smartcitymag.fr/article/820/pour-un-numerique-createur-de-nouvelles-proximites>

Vie urbaine et nouvelles proximités – auteur Carlos Moreno

{ 13 } Enjeu 13 : La data au service des territoires

Au niveau de chaque territoire, le volume des données produites, transférées, stockées ou traitées devient de plus en plus important. Il est communément admis que ce volume double tous les deux ans. Pourtant ces données sont trop souvent ignorées des territoires ou utilisées à leur insu. Sous l'influence d'une digitalisation accrue, d'une dématérialisation qui s'accélère et d'une prise de conscience stratégique du rôle du numérique (Cf. enjeu 10 du présent livret) les données produites et utilisées par les collectivités locales croissent à leur tour. En Corse, cette évolution reste peu ou mal quantifiée du fait de l'éparpillement des initiatives et de l'absence de stratégies locales de « territoires intelligents » adossée à une stratégie territoriale.

Or, il existe une multiplicité de flux de données qui pourrait être générée par une diversité d'acteurs importante.

Les données produites pour mettre en œuvre les politiques publiques d'un territoire peuvent être gérées de façon variées (en régie ou non, hébergées par la collectivité ou des opérateurs, recourir plus ou moins massivement au cloud et au mode SAAS...) selon les caractéristiques du territoire. A ces données produites par les services publics locaux s'ajoutent aussi des données produites par de multiples acteurs publics ou privés : celles du service public national de la donnée (l'État, l'INSEE, l'IGN...), celles d'entreprises délégataires de missions de service public, celles d'entreprises privées dont l'action impacte la vie de la cité (Waze, AirBnb et bien d'autres), sans oublier toutes celles produites par les habitants, certes protégées par le RGPD, mais massivement disponibles à l'échelle des territoires.

Cette explosion participe d'une transition numérique des territoires. La donnée sert à améliorer la connaissance d'un territoire. Elle sert ensuite à concevoir ou adapter des politiques publiques. Elle sert aussi à optimiser la gestion opérationnelle des services, avec parfois des gains significatifs (des gains de productivité et financiers, mais aussi des économies d'eau ou d'énergie). Elle sert bien sûr à améliorer le service rendu à la population (des services plus ciblés et plus rapides voire la création de nouveaux services). Elle favorise le développement de la recherche. Elle contribue au développement économique.

S'ajoutent à cela des objectifs démocratiques et politiques. La publication des données est d'abord un exercice de transparence.

L'impact des données sur l'action publique et l'intérêt général n'est significatif que si l'on opère des croisements de données. Il peut s'agir de croiser des données publiques entre elles, ouvertes ou non. Il peut s'agir de croiser des données publiques et des données privées, accessibles sous certaines conditions. Il peut aussi s'agir de croiser des données collectives et anonymisées avec les données personnelles d'habitants et d'utilisateurs du service public, sous la réserve expresse d'une gestion rigoureuse de leur consentement.

Mais, la plupart des territoires insulaires n'ont pas les moyens d'agir seuls. Par contre, s'ils sont sensibilisés aux enjeux et s'ils bénéficient d'un cadre de confiance adéquat pour la gestion des données ils pourront se mettre en mouvement.

La confiance ne se décrète pas, elle s'acquiert et se conforte par la mise en place de dispositifs de gestion rigoureux et fiables. Faisant appel à un tiers construit avec des partenaires ou reposant sur la légitimité forte d'un acteur public, un cadre de partage et d'utilisation de données au service de l'intérêt général doit offrir de multiples garanties : organisationnelles, méthodologiques, techniques, juridiques, économiques, etc. C'est tout l'objet de l'émergence d'un Service Public de la Donnée en Corse préconisé par Smart Isula (Cf. livrets n°3 et n°4 Smart Isula), dans lequel la collectivité de Corse joue le rôle de tiers de confiance.

Source : premier cahier de l'observatoire Data Publica <https://www.data-publica.eu/portfolio/items/premier-cahier-de-l-observatoire>

2 pistes d'actions ont été identifiées :

- 166. Sensibiliser et associer les territoires aux chartes Smart Isula** (Cf. livret n°3 Smart Isula) ;
- 167. Intégrer les besoins des territoires au futur Service Public de la Donnée** (Cf. livret n°4 Smart Isula).

{ 14 } Enjeu 14 : Vers une sobriété numérique

Les enjeux numériques ont été amplifiés par la crise de la Covid-19. Dans le même temps la transition écologique devient une nécessité et imprègne de plus en plus les feuilles de route des territoires.

Se pose alors la question de concilier ces deux approches, numérique et transition écologique. L'on sait, en effet, que les technologies de l'information et de la communication représentent entre 2 à 10 % des émissions de dioxyde de carbone (avec un consensus autour de 4 à 5 %) bien après les transports, l'habitat, l'agriculture ou encore l'industrie.

« L'enjeu, aujourd'hui, est de mettre la transition numérique au service de la transition écologique. La convergence de ces deux transitions n'est pas seulement nécessaire pour accélérer la transition écologique, c'est aussi une opportunité pour faire des acteurs du numérique des piliers incontournables de l'économie de demain, sobre en ressources ».

Cette approche de la sobriété numérique au travers de la convergence de la transition numérique avec la transition écologique se retrouve dans le livre blanc « Numérique et Environnement – Faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique » paru en 2018.

Ce document identifie les quatre grands chantiers pour mettre la puissance de transformation du numérique au service de la transition écologique :

- Réduire l'empreinte écologique du numérique ;
- Mieux concevoir les politiques environnementales ;
- Soutenir l'innovation numérique en faveur de l'écologie ;
- Mobiliser le potentiel des données.

Il décline ainsi 26 propositions d'actions qui rejoignent les préoccupations de Smart Isula, qu'elles soient éthiques ou propres à ce livret. Il offre aussi une approche qui concilie numérique et environnement.

NUMÉRIQUE ET ENVIRONNEMENT

*Faire de la transition numérique
un accélérateur de la transition écologique*



Le document souligne que pour réussir cette convergence du numérique et de l'écologie, les acteurs des territoires doivent développer des méthodologies et des stratégies d'actions partagées pour réduire les impacts environnementaux du numérique et mettre son potentiel d'innovation au service de la transition écologique. Pour cela il convient de développer une culture commune qui rapprochent des acteurs qui se parlent peu. Car, en effet, dans les entreprises, les collectivités locales et les administrations, les personnes en charge du numérique et de l'environnement sont différentes et

ne travaillent que trop rarement ensemble. Pourtant leur travail en commun peut être riche en matière d'innovation et d'opportunités pour la Corse.

Piste d'actions identifiée :

168. Mobiliser des communautés de l'écologie et de l'innovation numérique en faveur d'une approche commune « numérique et environnement » sur la base des pistes d'actions du présent livret. Cette mobilisation pouvant se faire à travers un groupe de travail spécifique du Cunsigliu Smart Isula.

Sources :

- Revue horizons publics n°14 <https://www.horizonspublics.fr/revue/mars-avril-2020/quelle-sobriete-numerique-dans-les-territoires>
- Livre Blanc numérique et environnement <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/rapport/livre-blanc-numerique-et-environnement>

Récapitulatif des enjeux et des pistes d'actions

Les enjeux		Les pistes d'actions	
1	Préserver et valoriser les ressources environnementales de la Corse	122	Susciter la création de réseaux de capteurs environnementaux, la collecte des données et la mise en œuvre d'un hyperviseur
		123	Constituer le référentiel territorial d'occupation des sols et de mesure de l'artificialisation
		124	Susciter une réflexion stratégique sur l'évolution de l'observatoire de l'environnement
2	Accompagner la transition énergétique	125	Concevoir des systèmes d'information de transition énergétique
		126	Déployer auprès des usagers des systèmes permettant de mesurer et de maîtriser leur consommation énergétique
		127	Entamer un chantier d'éclairage public intelligent à l'échelle de la Corse
		128	Cartographier les besoins de rénovation énergétique des bâtiments et suivre les dispositifs réhabilitation
		129	Susciter une prise de conscience et un accompagnement autour de l'utilisation du BIM dans la filière professionnelle du bâtiment
		130	Mettre en place des expérimentations autour du peer to peer énergétique avec la technologie vehicle-to-grid
3	Mettre le numérique au service des circuits courts et de l'autonomie alimentaire	131	Mettre à disposition de la filière circuit-court alimentaire en Corse une plateforme numérique dédiée
4	S'acheminer vers le « zéro déchet »	132	Renforcer la communication multicanal et mettre en place un portail territorial dédié à l'information, la sensibilisation, l'incitation à la gestion des déchets
		133	Expérimenter (puis passer à l'échelle) des bornes de tri sélectif & des conteneurs à ordures ménagères connectés
		134	Préfigurer et expérimenter le système d'information permettant d'associer au tri à la source l'incitation fiscale
		135	Encourager l'émergence de Repairs café et les intégrer dans un écosystème de tiers lieux territoriaux
		136	Encourager les recycleries et leur mise en réseau autour d'une plateforme de collecte, de réhabilitation et de vente en ligne de produits de deuxième vie
		137	Encourager la création d'une filière de récupération et de valorisation des matériels électroniques
		138	Développer une plateforme numérique de mise en relation des producteurs "d'invendus"

Les enjeux		Les pistes d'actions	
5	Promouvoir une mobilité durable	139	Assurer une gestion intelligente des parkings
		140	Organiser une plateforme numérique autour du déplacement multimodal en Corse
		141	Développer une plateforme de gestion et d'information en temps réel du trafic routier et ferrovière en Corse
		142	Mettre en place un système de billettique numérique unifié pour les transports en commun Corses
		143	Ouvrir largement les données de transport
6	Prendre en charge la gestion et la prévention des risques	144	Déployer des réseaux de capteurs (Cf. livret n°2 Smart Isula) permettant de mesurer en temps réel les impacts environnementaux et écologiques pour constituer une base de données partagée à l'échelle du territoire
		145	Déployer un système d'information dédié à la prévention et à la gestion de crise
		146	Favoriser l'émergence d'un laboratoire territorial de gestion de crise
7	Envisager la réappropriation industrielle par le « faire »	147	Conforter le réseau des Fablabs comme des leviers de la réappropriation industrielle
		148	Favoriser l'émergence de « manufactures de territoires » selon le modèle « manufactures de proximité » de l'ANCT
		149	Susciter et encourager les premiers modèles de production de petites séries autour de collectifs d'acteurs
		150	Ouvrir les données de conception 3D autour d'une bibliothèque d'objets libre de droits

Les enjeux		Les pistes d'actions	
8	S'engager vers un modèle de tourisme durable	151	Engager une transformation de l'offre touristique autour d'une labellisation « Corse - Destination neutre carbone »
		152	Impulser et accompagner ce processus de transition vers un tourisme durable au sein d'un Living Lab
		153	Relever le défi de l'information touristique numérisée dans le domaine de l'accueil touristique
		154	Se réappropriier les processus de réservations au-delà des grandes plateformes existantes
		155	Favoriser l'émergence d'espaces numériques en ligne présentant l'offre du territoire, ses initiatives, ses spécificités culturelles et patrimoniales
		156	Avoir recours au numérique pour mesurer, réguler les flux et la fréquentation des sites sensibles
		157	Valoriser les données des territoires touristiques sur les différents segments du e-tourisme
9	Améliorer l'accessibilité et la qualité des soins sur les territoires	158	Aligner la stratégie Smart Isula sur le Schéma Directeur de l'e-santé en Corse
10	Promouvoir l'émergence de stratégies territoires intelligents et résilients	159	Soutenir et accompagner chaque territoire pour qu'il élabore sa feuille de route de territoire intelligent
		160	Inciter chaque territoire à se doter d'une compétence « transformation numérique et territoire intelligent »
		161	Encourager chaque territoire à rejoindre la gouvernance Smart Isula et à adhérer aux valeurs de la démarche
		162	Offrir un soutien opérationnel aux territoires en matière de Cybersécurité
11	Créer un réseau de tiers lieux comme catalyseurs d'énergie dans les territoires	163	Concierter et articuler la stratégie Smart Isula avec la stratégie tiers lieux de la Collectivité de Corse
12	Tisser de nouvelles proximités	164	Engager des démarches de recherches et d'actions sur les territoires autour des nouvelles proximités
		165	Amplifier la dynamique autour de l'adressage (au format ouvert) dans les communes au service de nouvelles proximités
13	La data au service des territoires	166	Sensibiliser et associer les territoires aux chartes Smart Isula
		167	Intégrer les besoins des territoires au futur Service Public de la Donnée
14	Vers une sobriété numérique	168	Mobiliser des communautés de l'écologie et de l'innovation numérique en faveur d'une approche commune « numérique et environnement »

[illegible][illegible]

SMART ISULA

*Schéma Directeur Territorial
d'Aménagement Numérique de Corse*

LIVRET 9

Une île résiliente

La sixième branche



CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

www.smart-isula.corsica